



L'écologisation
des
entreprises
américaines





Volume 13, Numéro 3

Programmes d'information internationale

Coordonnateur Jeremy Curtin
Directeur de la publication Jonathan Margolis

Conception George Clack
Rédacteur en chef Richard Huckaby
Directrice de la rédaction Chandley McDonald
Chef de la production Susan Doner
Chef adjointe de la production Chloe Ellis
Rédacteur adjoint Janine Perry

Révision Kathleen Hug
Photographies Richard Huckaby
Page de couverture Thaddeus Miksinski
Documentaliste Anita Green
Droits d'auteur Yvonne Shanks
Traduction Service linguistique IIP/AF
Maquette de la version française Africa Regional Services, Paris

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie une revue électronique mensuelle sous le logo *eJournal USA*. Ces revues mensuelles examinent la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis, ainsi que les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale.

Publiée d'abord en anglais, la revue mensuelle est suivie d'une version en espagnol, en français, en portugais et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe, en chinois et en persan. Toutes les revues sont cataloguées par volume et par numéro.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien ; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles, les photographies et les illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits ou traduits en dehors des États-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Dans ce dernier cas, ils ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur indiqué dans la revue.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des revues à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante :

<http://www.america.gov/publications/ejournalusa.html>.

Veillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, *eJournal USA*
IIP/PUBJ
U.S. Department of State
301 4th Street SW
Washington, DC 20547
États-Unis d'Amérique

Courriel : eJournalUSA@state.gov

Avant-propos



Sea Gate Land Ventures LLC

Sea Gate Plaza, le premier immeuble commercial écologique de Fort Lauderdale, illustre le principe de l'écologisation des sociétés américaines.

Le présent numéro d'*eJournal USA* pénètre sur un terrain qui pourrait réserver une surprise aux personnes initiées à l'histoire de la mouvance écologique aux États-Unis : en l'occurrence, la tendance manifestée ces dernières années par les entreprises à chercher des moyens respectueux de l'environnement de faire des affaires. Qu'est-ce qui pousse donc une entreprise à se mettre au vert ?

« Nous avons examiné notre entreprise de fond en comble et compris que l'écotechnologie pouvait être une grande initiative commerciale », explique Jeffrey Immelt, directeur général de la société General Electric, un chef de file en la matière. « Le concept qui nous a guidés à l'époque, c'est précisément cette notion qu'écologie et profits vont de

pair. » Ainsi l'environnement est-il devenu une perspective commerciale, une occasion d'accroître ses bénéfices, ce qui est la raison d'être de toute entreprise.

Mais la conversion écologique des entreprises cache une réalité plus complexe. Les organisations non gouvernementales (ONG), les consommateurs, les investisseurs, les nouvelles technologies et la politique gouvernementale ont tous joué un rôle dans cette affaire. Les ONG et les entreprises trouvent des moyens de collaborer en vue de protéger l'environnement, en particulier par le biais de l'élaboration de normes et de programmes d'écocertification. Certaines sociétés répondent au désir des consommateurs d'acheter des produits dont l'effet sur l'environnement est moindre – elles modifient leur conception, leur conditionnement, leur commercialisation, leur utilisation et leur mode d'élimination. De même, un grand nombre d'investisseurs choisissent de placer leurs capitaux dans des entreprises respectueuses de l'environnement – parfois pour des raisons idéalistes ; parfois parce qu'ils se rendent compte que les pratiques durables sont en fait plus rentables à long terme. Grâce aux percées technologiques récentes, il est aujourd'hui plus facile de protéger l'environnement, et beaucoup d'entreprises ont découvert à quel point une chaîne d'approvisionnement durable est un atout précieux. Certes, les politiques gouvernementales y sont pour quelque chose aussi, mais ce n'est pas à elles que s'intéresse la présente revue électronique.

L'explication de ce phénomène est particulièrement claire quand on écoute Jeffrey Immelt retracer le cheminement intellectuel de son entreprise : « Ce n'est plus un sujet marginal. Ce n'est plus un créneau particulier. C'est devenu un sujet ordinaire qui revient sur le tapis dans tous les secteurs de l'économie. En outre, la technologie et les solutions sont réelles. Certaines prendront peut-être un peu plus de temps avant d'être mises en place, notamment la gazéification du charbon, la fixation du carbone ou les technologies hybrides, mais ce sont des technologies qui pourront être commercialisées au cours des cinq ou dix prochaines années. Enfin, l'intérêt porté à ces questions a accéléré – parfois sous l'influence de la politique officielle – l'adoption d'un certain nombre de principes, dont celui des normes d'évaluation des performances dans le domaine de l'énergie renouvelable. Mais ce mouvement procède en grande partie des entreprises elles-mêmes, qui ont décidé d'aller de l'avant, de devancer la tendance. Elles ont décidé d'investir avant d'être obligées de le faire parce qu'elles savent que c'est inévitable. »

La rédaction



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / MARS 2008 / VOLUME 13 / NUMÉRO 3

<http://www.america.gov/publications/ejournals.html>

L'écologisation des entreprises américaines

4 Les sociétés américaines font bon accueil à la technologie verte

PAUL NATSU, ÉDITEUR ET RÉDACTEUR EN CHEF DE LA REVUE *ENVIRONMENTAL LEADER*

Les entreprises commencent à comprendre que les options vertes peuvent avoir un effet salutaire sur leur chiffre d'affaires.

7 Des dirigeants de sociétés livrent leurs réflexions sur l'engouement pour l'écologie

Certains P.D.G. évoquent les mesures prises au sein de leur entreprise en faveur de l'environnement.

9 La montée des entreprises vertes

VASANTHAKUMAR BAT, PROFESSEUR ADJOINT À LA LUBIN SCHOOL OF BUSINESS DE L'UNIVERSITÉ PACE DE NEW YORK

Ces dernières années, les entreprises américaines ont réduit leurs émissions environnementales et mettent au point des stratégies de prévention de la pollution.

15 Les ONG et les entreprises – des objectifs communs, une confiance mutuelle

BRAD KENNEY, RÉDACTEUR SPÉCIALISÉ DANS LES QUESTIONS DE TECHNOLOGIE ET D'ENVIRONNEMENT DE LA REVUE *INDUSTRY WEEK*

De nos jours, bien que leurs liens d'amitié soient relativement récents, les organisations non gouvernementales et les entreprises œuvrent de concert en vue de forger des partenariats durables.

19 Les consommateurs se mettent au vert

TRACI PURDUM, RÉDACTRICE EN CHEF DE LA REVUE *HVACR BUSINESS*

Dans l'économie de marché, c'est le consommateur final qui tient le sort d'un nouveau produit entre ses mains. Or nombre de consommateurs cherchent à réduire leur empreinte sur l'environnement.

23 Galerie de photos Architecture et design : des bâtiments verts

26 Les entreprises, les investisseurs et l'environnement

MATTHEW PATSKY, GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE, ET ELIZABETH LEVY, ANALYSTE PRINCIPALE EN ENVIRONNEMENT POUR LA WINSLOW MANAGEMENT COMPANY

Les investissements verts, c'est-à-dire ceux qui sont faits dans le souci de l'environnement, relèvent d'une pratique en mutation et au passé riche.

32 La durabilité de la chaîne d'approvisionnement

PATRICK PENFIELD, PROFESSEUR ADJOINT À L'ÉCOLE DE GESTION WHITMAN DE L'UNIVERSITÉ SYRACUSE DE NEW YORK

De nos jours, la plupart des entreprises privilégient le développement d'une chaîne d'approvisionnement durable – c'est-à-dire suffisamment robuste pour se maintenir et améliorer en même temps l'environnement.

35 Débat: Le rôle du gouvernement

Deux experts donnent leur opinion sur ce que devrait être le rôle du gouvernement dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'influence du gouvernement dans la quête de la durabilité

BOB WILLARD, SUSTAINABLE ENTERPRISE ACADEMY, TORONTO (CANADA)

Stimuler les investissements verts en offrant une carotte au secteur privé?

MARGO THORNING, PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE ET ÉCONOMISTE EN CHEF DE L'AMERICAN COUNCIL FOR CAPITAL FORMATION, WASHINGTON D.C.

42 Bibliographie (en anglais)

43 Sites Internet (en anglais)

Les sociétés américaines font bon accueil à la technologie verte

Paul Nastu

Les entreprises qui produisent des biens manufacturés ont de tout temps cherché à réduire leurs coûts. Les sociétés commencent à se rendre compte que, sous l'effet des progrès de la technologie, le recours à des options écologiques débouche plus facilement qu'avant sur l'accroissement des bénéfices.

Paul Nastu est l'éditeur et le rédacteur en chef de la revue Environmental Leader, publication électronique qui se présente comme « le point de presse écolo quotidien des cadres » [www.environmentalleader.com].

Avant d'avoir pour objectif de sauver la planète, l'efficacité énergétique visait à maximiser les bénéfices. De nos jours, selon des travaux récents de l'American Council for an Energy-Efficient Economy, on utilise moitié moins d'énergie qu'en 1970 pour assurer un dollar de production économique. Au cours des vingt dernières années, l'industrie sidérurgique a vu son efficacité énergétique s'améliorer de 167 %. Quant à l'efficacité énergétique des systèmes informatiques, elle a progressé de 2,8 millions %, ce qui est absolument étonnant.

Bref, les entreprises qui produisent des biens manufacturés ont de tout temps cherché à réduire leurs coûts.

Certes, les temps ont changé. De nouvelles raisons poussent les entreprises américaines à privilégier l'efficacité énergétique, à faire des choix « verts ». La communauté scientifique mondiale est d'avis que l'homme est selon toute probabilité responsable du réchauffement de la planète et que les gaz à effet de serre affectent déjà le

climat et les écosystèmes de la Terre.

De surcroît, le vent semble avoir tourné dans l'opinion publique, et les gens demandent aux entreprises d'apporter des changements. De nombreux consommateurs se disent prêts à dépenser davantage pour acheter des produits plus écologiques. Selon Forrester

Research, 12 % des adultes aux États-Unis, soit quelque 25 millions de personnes, sont prêts à payer plus cher les appareils électroniques grand public s'ils consomment moins d'énergie que leurs équivalents classiques ou s'ils sont fabriqués par une société respectueuse de l'environnement.

CONSTRUIRE « VERT »

Les entreprises prennent au sérieux le concept des bâtiments écologiques, avec les économies qu'ils représentent en matière d'énergie, de ressources naturelles et d'argent. Les nouvelles technologies et l'importance croissante du programme de certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) conçu par l'USGBC (U.S. Green Building Council), conjuguées aux nouveaux codes

d'efficacité énergétique, sont d'autres facteurs qui incitent les chefs d'entreprises à suivre l'air du temps.

De fait, les économies réalisées peuvent être considérables. Le conglomérat financier Citigroup, dont le portefeuille immobilier représente 8,5 millions de mètres carrés à travers le monde, a adopté diverses mesures visant à économiser l'énergie, notamment l'arrêt des escaliers roulants dans le hall de ses immeubles et la



Citigroup a adopté des mesures de réduction de sa consommation d'énergie qui devraient lui permettre d'économiser près de 100 millions de dollars par an.

© AP Images/Mark Lennihan



Grâce à ces panneaux solaires, l'usine Frito-Lay implantée à Modesto, en Californie, captera suffisamment d'énergie pour produire environ 145 000 sachets de SunChips par jour.

© AP Images/Rich Pedroncelli (2)

Notons également que les incitations gouvernementales rendent économiquement viables les options de substitution, par exemple le recours à l'énergie solaire ou éolienne.

La société Google compte investir des centaines de millions de dollars dans des projets relatifs aux énergies renouvelables. Le géant des moteurs de recherche sur la toile a ainsi mis en route une initiative visant à faciliter la production d'électricité



modification de l'aménagement de ses succursales de manière à optimiser l'éclairage naturel et le recours aux matières recyclées. Citigroup affirme pouvoir économiser ainsi jusqu'à 1 dollar par 0,09 m² par an, soit près de 100 millions de dollars par an, rien qu'en réduisant la consommation d'énergie dans ses bureaux.

La perspective d'économies de cette nature pousse les groupes de grande distribution, tels que Wal-Mart, Target, Starbucks, Best Buy, Lowe's et REI, à construire des magasins prototypes « verts ». La société Best Buy affirme qu'à l'avenir elle ne construira que des grandes surfaces respectueuses de l'environnement et conformes aux normes LEED, avec le label de l'USGBC à la clé.

Le groupe Office Depot, distributeur de fournitures et de matériel de bureau, dit avoir réalisé une réduction absolue de 10 % de ses émissions de gaz carbonique liées à la consommation de gaz naturel et d'électricité dans ses magasins, ses entrepôts et ses bureaux en Amérique du Nord, et ce grâce au recours à des techniques à haut rendement énergétique.

ÉNERGIE VERTE

Les progrès technologiques incitent également les entreprises américaines à accroître la part de l'énergie de remplacement dans leur consommation énergétique totale.

à partir de sources renouvelables et dont l'exploitation sera moins chère que celle du charbon. Baptisée RE<C (*Renewable Energy Cheaper Than Coal*), elle privilégiera dans un premier temps l'énergie solaire, l'énergie éolienne, les systèmes géothermiques de pointe et d'autres percées technologiques potentielles.

De surcroît, les entreprises trouvent des moyens moins coûteux d'intégrer l'énergie verte. Le fabricant de chips et de biscuits apéritif Kettle Foods a ainsi installé 18 éoliennes sur le toit de sa nouvelle usine implantée à Beloit, dans le Wisconsin. Celles-ci sont censées produire environ 28 000 kilowatt-heure d'électricité chaque année – assez pour produire 56 000 sachets de chips.

La société de nanotechnologie Applied Materials a installé plus de 1,9 mégawatt de capacité de production d'énergie solaire sur les toits ouvrants et les aires de stationnement de son campus de recherche implanté à Sunnyvale, en Californie. Quand tout le système aura été



© AP Images/Mike Groll

Danielle Merfeld, prise en photo au milieu de panneaux solaires à Niskayuna, dans l'État de New York, dirige le programme de recherche de la société GE en matière d'énergie solaire. General Electric fait partie du groupe de sociétés qui participent à un programme fédéral visant à rendre l'énergie solaire compétitive d'ici à 2015.

mis en place, en 2008, il sera capable de produire plus de 2330 mégawatts-heure chaque année – assez pour alimenter 1 400 foyers en électricité.

La société West Virginia Alloys, le plus gros producteur de silicium aux États-Unis, a conclu un contrat avec le groupe Recycled Energy Development portant sur la construction d'un système de production d'électricité capable de capter les gaz chauds provenant des fonderies de silicium, de les transformer en vapeur et d'alimenter des groupes électrogènes.

Et dans son usine de Casa Grande, dans l'Arizona, le fabricant de produits de grignotage Frito-Lay aura recours au méthane pour faire fonctionner la chaudière. En outre, il va réserver au moins 20 hectares à la construction de concentrateurs d'énergie solaire et va également construire un générateur de biomasse.

LES ACTIVITÉS VERTES

Pour comprendre jusqu'à quel point les entreprises prennent au sérieux la nécessité de réduire leur consommation d'énergie, il n'est qu'à considérer l'exemple

de la General Electric Company (GE). La société GE s'est engagée à investir 1,5 milliard de dollars par an, d'ici à 2010, dans la recherche et le développement de produits «Ecomagination». Conformément à l'un de ses quatre engagements annoncés en 2005, elle a intensifié ses investissements en R&D propre, lesquels ont franchi la barre des 2,5 milliards de dollars depuis la mise en route de ce programme. En mai 2007, GE a annoncé qu'elle avait doublé ses ventes de produits écologiques au cours des deux dernières années: elle en a retiré jusqu'à 12 milliards de dollars.

Pour sa part, la société Wal-Mart mesure la quantité d'énergie qui est utilisée pour créer des produits tout au long de sa chaîne d'approvisionnement, y compris les processus d'achat, de fabrication et de distribution. Elle a mis en place un programme pilote avec un groupe de fournisseurs dans le but de trouver de nouvelles façons d'accroître l'efficacité énergétique de sa chaîne d'approvisionnement.

La société SC Johnson, leader de la fabrication de produits d'entretien, vient de mener à bien un projet de transport-logistique qui a permis d'éliminer 1 882 tonnes de gaz à effet de serre sur une période de douze mois, d'utiliser 2 098 camions de moins, de réduire sa consommation de carburant d'environ 670 000 litres et d'économiser environ 1,6 million de dollars.

CE QUE L'AVENIR RÉSERVE

Les entreprises commencent à comprendre que le recours aux options vertes peut avoir un effet salutaire sur leur chiffre d'affaires. Selon des initiés, la baisse rapide du coût de l'énergie ne sonnera pas nécessairement le glas de l'adoption de la technologie verte, comme ce fut le cas dans les années 1970 quand les entreprises américaines firent timidement des expériences dans ce domaine. Qui plus est, maintenant que les États-Unis progressent lentement mais sûrement dans la voie de la mise en place d'un système de limitation des émissions et d'échange de permis (formule qui assortit la réduction de la pollution d'incitations économiques), les technologies vertes auront certainement le vent en poupe dans le monde des entreprises. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Des dirigeants de sociétés livrent leurs réflexions sur l'engouement pour l'écologie



© AP Images/Mark Lennihan

Siège de la société Apple à Cupertino, en Californie

RICK WAGONER, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA GENERAL MOTORS CORPORATION (GM)

«L'essentiel, pour nous à GM, c'est la diversité énergétique – c'est-à-dire être en mesure d'offrir à nos clients des véhicules qui peuvent être alimentés par de multiples sources d'énergie. Il nous faut – c'est un impératif commercial – formuler de nouvelles sources de propulsion, fondées sur des sources d'énergie de remplacement, de façon à satisfaire la demande mondiale croissante de voitures et de camions fabriqués par GM.» (2007, Salon de l'automobile de Genève) [<http://www.autobloggreen.com/2007/03/06/geneva-motor-show-rick-wagoner-affirms-commitment-to-energy-div/>]

H. LEE SCOTT, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ WAL-MART

Sur le thème de ce qui incite Wal-Mart à se fixer des objectifs à long terme en matière de durabilité écologique: «Deux choses se sont produites. En premier lieu, en procédant à l'examen de notre responsabilité en tant que l'une des plus grandes sociétés au monde, il nous est apparu clairement que la question de la durabilité allait revêtir une plus grande importance que, disons, l'année dernière et les années précédentes. J'ai accepté l'idée que le climat de la Terre est en train de changer, que l'homme a sa part de responsabilité dans cette affaire et que Wal-Mart peut contribuer à alléger l'empreinte écologique de l'homme. Nous avons compris que Wal-Mart laisse elle aussi son empreinte sur le monde et que nous avons un rôle correspondant à jouer pour assurer la durabilité de l'environnement.» (2006, interview sur la chaîne de télévision MSNBC) [<http://www.msnbc.msn.com/id/1231672/5/>]

CHAD HOLLIDAY, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ DUPONT

«La société DuPont est acquise à l'objectif de la création de matériaux avec lesquels les constructeurs et les architectes pourront produire des bâtiments «verts» durables qui coûteront moins cher à exploiter, qui seront plus faciles à entretenir et qui offriront un plus haut degré de confort tout au long de l'année. Chez DuPont, cela fait dix ans que nous allégeons notre empreinte sur l'environnement et nous en sommes fiers. Nous avons fait de gros progrès, certainement en matière de réduction des déchets et des émissions, mais aussi en ce qui concerne



Max Li, scientifique chez DuPont, met au point de nouveaux biocarburants dans le laboratoire de fermentation de la station expérimentale de cette société.

DuPont

la prise de conscience de l'effet de nos activités sur les questions d'importance planétaire, telles que le changement climatique. Nous définissons cette direction comme étant la voie d'une croissance durable – la création d'une valeur parmi les actionnaires et les membres de la société parallèlement à la diminution de notre empreinte écologique le long des chaînes de valeur dans le cadre desquelles nous opérons.» (Site internet de la société DuPont.) [http://www2.dupont.com/Tyvek_Construction/en_US/products/residential/products/greendesign_resi.html]

STEVE BALLMER, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE MICROSOFT

Notant que les ordinateurs personnels et d'autres produits de la technologie consommaient encore beaucoup trop d'électricité, Steve Ballmer a déclaré: «La baisse de la consommation d'énergie est aussi importante pour nous que les nouvelles utilisations de logiciels et de TI pour l'environnement.» (2008, Cebit, Salon mondial des hautes technologies à Hanovre, en Allemagne) [http://www.news.com/Ballmer-Microsoft-is-thinking-green/2100-11392_3-6233152.html?tag=item]

STEVE JOBS, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'APPLE

«En règle générale, Apple n'a pas pour principe d'annoncer ses plans d'avenir; nous avons tendance à parler de ce que nous venons d'accomplir. Malheureusement, cette règle d'action a eu pour effet de laisser dans l'ignorance nos clients, nos actionnaires, nos employés et l'industrie quant à nos désirs et à nos projets en matière d'écologisation de nos activités. Nos actionnaires méritent et attendent mieux de nous, et ils ont raison. Ils veulent nous voir jouer un rôle de leader dans ce domaine, comme nous le faisons dans les autres aspects de nos activités. C'est pourquoi, aujourd'hui même, nous adoptons une nouvelle ligne de conduite.» (site internet de la société Apple) [<http://www.apple.com/hotnews/agreenerapple/>]

JEFFREY IMMELT, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ GENERAL ELECTRIC (GE)

«Nous avons examiné notre entreprise de fond en comble et compris que l'écotechnologie pouvait être une grande initiative commerciale. Le concept qui nous a guidés à l'époque, c'est précisément cette notion qu'écologie et profits vont de pair. En d'autres termes, le moment est venu où, par le biais de la technologie, nous nous sentons capables de mettre en place une solide initiative commerciale destinée non seulement à privilégier la conservation des ressources et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi à faire de bonnes affaires.» (2007, interview sur VerdeXchange News) [<http://www.verdexchange.org/node/82>]

ALAN MULALLY, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FORD MOTOR COMPANY

«La Ford Motor Company est résolue à produire une gamme complète de véhicules économes en carburant et qui émettent moins de gaz à effet de serre sans pour autant compromettre les choix des consommateurs en matière d'espace intérieur, de performance ou de sécurité. Nous nous concentrons sur des solutions technologiques durables qui pourront être appliquées non pas à des centaines ou à des milliers de véhicules, mais à des millions, parce que c'est comme ça qu'on pourra vraiment faire une différence.» (2007, Salon de l'automobile de Los Angeles) [<http://www.ford.com/about-ford/news-announcements/featured-stories/featured-stories-detail/ford-mulally-la>]

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ni les politiques du gouvernement des États-Unis.

La montée des entreprises vertes

Vasanthakumar Bhat



© AP Images/AI Goldis

Ce monospace HydroGen3 de General Motors, ici à Lansing devant le bâtiment du capitol de l'État du Michigan, a une vitesse maximum de 160 km/h. Il est alimenté par une pile à hydrogène et n'émet que de l'eau pure.

Ces dernières années, en réponse aux pressions exercées par les pouvoirs publics, les investisseurs, les groupes de défense de l'environnement, les clients et les employés, les entreprises américaines ont réduit leurs émissions environnementales. Elles formulent désormais des stratégies de prévention de la pollution dites « du berceau à la tombe ». Leurs dirigeants considèrent de plus en plus qu'une gestion efficace des problèmes environnementaux peut être une source importante d'avantages concurrentiels et de croissance durable.

Vasanthakumar Bhat est professeur adjoint à la Lubin School of Business de l'université Pace de New York. Il est l'auteur de The Green Corporation: The Next Competitive Advantage et de Total Quality Environmental Management: An ISO 14000 Approach, ainsi que de plusieurs articles sur la gestion de l'environnement.

À quoi est dû « l'écologisation » des entreprises américaines, à savoir l'adoption par ces entreprises de politiques tenant compte de la protection de l'environnement? C'est là une histoire complexe qui exige certaines connaissances de la montée du mouvement écologiste aux États-Unis, du long débat entre les partisans de la réglementation et ceux de l'action bénévole, et de l'influence de tous ceux qui ont des enjeux dans les entreprises, à savoir les clients, les investisseurs, les employés, les groupes de défense de l'environnement et les autorités publiques. Mais le résultat est que la plupart des entreprises américaines estiment à présent qu'une bonne gestion de l'environnement se traduit pour elles par des avantages concurrentiels et une croissance durable. Être vert est aujourd'hui considéré comme un principe de bonne gestion des affaires.



© AP Images/University of Florida/IFAS, Eric Zamora

Ces 24 panneaux solaires fournissent assez d'électricité pour alimenter la maison située en arrière-plan : climatisation, chauffage, éclairage et ordinateurs. Ce type de sources d'énergie contribue à résoudre les problèmes liés à la nécessité de limiter les émissions de gaz carbonique.

LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

Traditionnellement, du point de vue des responsables politiques, l'environnement représente ce que les économistes appellent un bien public, à savoir un bénéfice partagé tel que la défense nationale, dont aucun membre de la société ne peut être exclu. Étant donné que les systèmes fondés sur le marché ne produisent pas facilement de tels biens, beaucoup d'adeptes du mouvement écologiste américain estiment que l'intervention des pouvoirs publics est nécessaire pour amener les entreprises à réduire au minimum l'effet de leurs activités sur l'environnement. Ces dernières années, de nombreux Américains sont également parvenus à la conclusion que les approches axées sur le marché, qui encouragent l'investissement et l'innovation technologique, sont susceptibles, à long terme, d'apporter des avantages environnementaux supérieurs. Le débat sur les mérites de ces deux façons de voir les choses a commencé en 1970 au moment de la création de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) et se poursuit de nos jours.

Dans les premiers temps du mouvement écologiste américain, dans les années 1960 et 1970, l'accent était mis sur l'application des lois et la réglementation. Conséquemment, la politique environnementale des

États-Unis a mis l'accent sur une réglementation qui vise à prévenir les problèmes environnementaux en énonçant les modalités selon lesquelles l'entreprise doit gérer ses activités polluantes. Elle est appliquée par la contrainte ainsi que par des incitations financières. Étant donné sa nature contraignante, elle s'est avérée très efficace. Elle a également sensibilisé les entreprises aux conséquences de leurs activités sur l'environnement.

Ces lois et règlements ont toutefois été assortis de certains coûts. L'un de leurs effets négatifs a été d'encourager les solutions dites « de fin de filière », qui réduisent les polluants après qu'ils ont été produits au lieu de les éliminer d'entrée de jeu. En outre,

l'approche réglementaire a donné lieu à de nombreux litiges.

Ces dernières années, les responsables politiques américains ont mis de plus en plus l'accent sur l'analyse économique pour déterminer le type d'instruments à utiliser. Les instruments souples permettent aux entreprises de choisir les options les plus efficaces pour atteindre les objectifs énoncés dans la politique. Ils sont utilisés pour réduire les coûts de la conformité et pour obtenir plus rapidement des performances supérieures. Les mesures reposant sur le marché, telles que les échanges de droits d'émission, ont été introduites aux États-Unis pour le dioxyde de soufre et l'oxyde nitreux, causes des pluies acides; selon cette formule, les pouvoirs publics fixent un plafond d'émission pour le polluant considéré et laissent jouer les forces du marché pour déterminer comment chaque entreprise se conforme aux limites auxquelles elle est astreinte. Ces mesures ne sont toutefois fondées que sur un seul milieu, qu'il s'agisse de l'air, de l'eau, de l'eau souterraine ou du sol.

Les États-Unis ont recours plus que tout autre pays à l'analyse économique pour affiner leurs politiques environnementales et ils ont procédé de la sorte pour exiger des réductions des émissions polluantes provenant de plusieurs sources, notamment des centrales électriques et des moteurs diesel. Les États-Unis subventionnent

toutefois certains aspects de la minimisation des déchets, bien qu'en général le principe pollueur-payeur, selon lequel l'industrie assume les coûts de la protection de l'environnement, soit la norme.

NOUVELLES STRATÉGIES

Aux premiers jours de la protection de l'environnement, donc, pour se conformer à la nouvelle réglementation, les entreprises américaines ont appliqué des mesures d'atténuation de la pollution en fin de filière, en dépolluant les déchets produits. La dépollution devenant coûteuse, elles se sont ensuite orientées vers la prévention de la pollution, en employant des matériaux, des procédés et du matériel visant à éliminer la production de déchets.

Toutefois, la prévention de la pollution en elle-même n'a pas apporté d'amélioration à la performance financière. Il a fallu adopter l'approche de la gestion totale de la qualité environnementale (GTQE) pour recueillir les bénéfices financiers de l'amélioration de la performance environnementale. Dans le cadre de cette approche, les entreprises ont mis en œuvre des systèmes de gestion de l'environnement (SGE) qui permettent de gérer leur empreinte sur l'environnement et d'assurer la prise en compte des questions écologiques dans les processus décisionnels à tous les niveaux de l'organisation.

Selon un sondage récent, plus d'une entreprise sur cinq a adopté un SGE. Par ailleurs, 5 585 d'entre elles se sont vu délivrer la certification ISO 14000, ce qui témoigne de l'adoption de leur part des pratiques respectueuses de l'environnement énoncées par l'Organisation internationale de normalisation (ISO). En outre, certaines emploient toute une gamme d'instruments environnementaux, tels que les audits environnementaux et l'analyse du cycle de vie. De plus, en transférant leur savoir-faire dans ce domaine à leurs filiales étrangères et en exportant des technologies écologiquement rationnelles, les entreprises réduisent aussi la pollution dans le monde.

En 2004, les États-Unis ont consommé en énergie l'équivalent de 17 milliards de barils de pétrole, soit 60 barils par habitant. Près de 86 % de l'énergie du pays provenaient du pétrole, du charbon et du gaz naturel, et 14 % seulement de l'énergie nucléaire et de sources renouvelables. La hausse du prix des hydrocarbures et le fait que les États-Unis importent près de 65 % de leur pétrole brut ont intensifié la nécessité de conserver



Market Wire

Lisa Su, vice-présidente d'IBM, présente un microprocesseur Cell. Lauréate de la Médaille nationale de la technologie en 2007, IBM est l'une des entreprises qui s'efforcent de réduire leur empreinte environnementale.

l'énergie, d'accroître le rendement énergétique et de rechercher de nouvelles sources d'énergie. En outre, la combustion de carburants fossiles dégage du gaz carbonique et d'autres gaz à effet de serre. Il est donc impératif que les entreprises américaines se préparent à opérer dans un monde où le carbone sera sujet à des limites.

À l'heure actuelle, les États-Unis produisent plus de 50 % de leur électricité au moyen de centrales à charbon et possèdent d'importantes réserves de cette matière. La compagnie de services publics American Electric Power mène des recherches sur diverses méthodes novatrices de combustion propre du charbon et de piégeage du gaz carbonique, ce qui permettra d'accroître la production d'électricité tout en réduisant les effets sur l'environnement. La compagnie Florida Power and Light a réduit les besoins de 10 nouvelles centrales électriques en augmentant leur efficacité énergétique et en investissant dans 42 centrales éoliennes. General Motors œuvre au développement d'automobiles propulsées à l'hydrogène et ne produisant donc pas de gaz carbonique. Et IBM s'emploie à formuler divers plans pour conserver l'énergie, réduire les émissions de composés perfluorés (PFC), employer des énergies renouvelables, offrir aux salariés des possibilités de télétravail et accroître l'efficacité de sa chaîne logistique.

POUVOIR DES PARTIES PRENANTES

Le facteur déterminant de la motivation écologique des entreprises est aujourd'hui la volonté de celles-ci d'établir de bons rapports avec toutes les parties intéressées, à savoir essentiellement les responsables publics, les clients, les groupes écologistes, les investisseurs et les salariés. Ces parties exercent des pressions qui influencent l'élaboration de la stratégie environnementale de l'entreprise et, pour atteindre ces divers groupes, l'entreprise fait usage de communications et de consultations publiques sur ses activités et sur leur empreinte écologique.

Gouvernement – La réglementation officielle est l'un des principaux facteurs déterminants de la politique environnementale. Sa croissance exponentielle oblige les entreprises à prévoir et à réaliser des investissements pour satisfaire aux nouvelles exigences, avant même que les mesures réglementaires ou législatives soient adoptées. La plupart des grandes entreprises ont des lobbyistes à Washington et d'autres personnels qui ont accès aux niveaux les plus élevés du processus d'élaboration des politiques afin de réduire les risques d'adoption de règlements draconiens par le Congrès ou de leur stricte application par les organismes chargés de la protection de l'environnement. Les études montrent que les entreprises qui considèrent que la réglementation environnementale est stricte tendent à faire plus dans ce domaine; en outre, ces entreprises optent généralement pour des mesures de prévention de la pollution de préférence aux solutions de fin de filière, et elles investissent dans la recherche et le développement en matière d'environnement.

Mais comme les programmes souples tendent à produire de meilleurs résultats pour l'environnement, l'EPA a aussi mis en œuvre un certain nombre de programmes tels que le p2 (<http://www.epa.gov/p2/>) et des programmes de partenariat (<http://www.epa.gov/p2/pubs/partnerships.htm>). Ces initiatives encouragent les entreprises à aller volontairement au-delà du simple respect des règles en vigueur en échange d'une réduction des coûts et de leur classement par l'EPA dans la catégorie des leaders environnementaux, ce qui les signale à l'attention du public.

Clients – Les clients, en tant qu'électeurs ainsi que consommateurs de biens et de services, ont une influence considérable sur la politique environnementale. Selon un sondage de l'organisation Gallup et de *USA Today* réalisé en mars 2007, plus de 8 Américains sur 10 considèrent

que la performance environnementale d'une entreprise devrait être un facteur déterminant lorsqu'il s'agit d'acheter ses produits. Des entreprises telles qu'IBM et Baxter International, de même que certains organismes gouvernementaux, tiennent compte de l'effet des produits de leurs fournisseurs sur l'environnement dans leurs décisions d'achat.

Groupes écologistes – Plus d'un Américain sur cinq se considère comme un participant actif au mouvement de protection de la nature. Les groupes écologistes usent de leur influence pour faire adopter de stricts règlements et pour élargir la portée de ceux-ci. Outre le lobbying, elles peuvent agir d'autres manières pour encourager les entreprises à respecter l'environnement.

De nombreuses lois américaines sur l'environnement possèdent une clause de « recours des citoyens » qui permet aux particuliers d'intenter un procès aux entreprises qui contreviennent à la loi ou à l'Agence de protection de l'environnement. Tout citoyen peut demander à un



Procter & Gamble, dont le siège est à Cincinnati (Ohio), définit la durabilité écologique comme « le fait d'assurer une meilleure qualité de vie pour tous dès à présent et pour les générations futures ».

© AP Images/Al Behrman

tribunal fédéral d'empêcher une entreprise de violer les lois fédérales ou les conditions imposées pour l'obtention de permis, et d'obliger l'entreprise à s'y conformer. Cette disposition a donné aux associations écologistes un pouvoir accru et leur a valu de recruter un grand nombre de nouveaux adhérents étant donné leur aptitude à obtenir des résultats.

Investisseurs – Des performances environnementales médiocres peuvent accroître les coûts, étant donné que les entreprises qui produisent de grandes quantités de déchets sont généralement plus à même de déverser accidentellement des produits toxiques et d'accumuler des déchets dangereux, ainsi que d'avoir de sérieux problèmes en matière de respect des règlements. Les investisseurs peuvent tenir les entreprises responsables de leur performance environnementale en intervenant directement auprès de la direction, en proposant des résolutions en tant qu'actionnaires et en votant contre l'équipe de direction en place. S'ils ne sont toujours pas satisfaits, ils peuvent également vendre leurs actions.

Plusieurs organisations ont formulé des directives relatives à l'environnement pour les entreprises, telles que les Ceres Principles (<http://www.ceres.org>), les Equator Principles (www.equator-principles.com) pour le financement des projets et L'Environnement et les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (<http://www.oecd.org/dataoecd/12/3/34992981.pdf>).

Par ailleurs, les grands investisseurs institutionnels, tels que les fonds de pension, s'unissent pour examiner les performances environnementales des entreprises avant d'investir. Par exemple, selon un sondage de l'organisation Principles for Responsible Investment (<http://www.unpri.org>), 88 % des signataires et 82 % des détenteurs d'avoirs tiennent compte des questions liées à l'environnement avant de prendre des décisions d'investissement.

Ces dernières années, les actionnaires sont parvenus à convaincre les grandes banques de tenir compte des risques pour l'environnement des projets qu'elles envisagent de financer, à persuader les fabricants d'ordinateurs



© AP Images

Ces éoliennes implantées à la frontière des États de l'Oregon et de Washington font partie du Stateline Wind Project qui produit suffisamment d'électricité pour éclairer 70 000 maisons. Elles appartiennent à la société Florida Power and Light (FPL), l'un des grands fournisseurs d'énergie propre, qui possède des centrales à gaz naturel, éoliennes, solaires, hydroélectriques et nucléaires dans 25 États des États-Unis.

d'augmenter le nombre d'appareils qu'ils recyclent, et à encourager les compagnies de services publics à investir dans l'énergie renouvelable.

Salariés – Les salariés subissent au premier chef l'impact des mauvaises pratiques environnementales. Attirer des effectifs qui travaillent dans des conditions dangereuses coûte cher et les travailleurs et leurs syndicats font souvent pression auprès des entreprises en vue d'une réduction de la pollution. Si leurs demandes ne sont pas écoutées, les salariés ripostent souvent en changeant d'emploi ou en mobilisant le soutien du public en dénonçant les infractions et les irrégularités. Lorsque le taux de renouvellement du personnel augmente, les coûts en font autant. Les entreprises réagissent en dispensant à leur personnel des formations en matière de santé et de sécurité environnementales et d'emploi des systèmes de gestion de l'environnement.

PROGRÈS SUR LA VOIE DE LA DURABILITÉ

Bien que l'économie américaine ait enregistré une croissance appréciable au cours des dernières décennies, les performances environnementales, elles, sont moins probantes, comme le montre le rapport de l'Agence de protection de l'environnement sur les tendances nationales en 2007 (*2007 Report on the Environment: Highlights of National Trends*).

Un domaine dans lequel des progrès ont cependant été réalisés est le rejet de produits chimiques toxiques. Selon l'inventaire dressé par l'EPA en 2005 (*2005 Toxics Release Inventory (TRI): Public Data Release*), les entreprises américaines ont, cette année-là, rejeté au total près de 2 millions de tonnes d'environ 650 produits toxiques. Plus de la moitié des rejets provenaient de deux secteurs, l'extraction de minerais métalliques et les compagnies d'électricité. Les rejets de produits chimiques des industries de transformation ont diminué en 2005 de 58 % par rapport à ceux de 1988, bien que le nombre d'usines n'ait diminué que de 16 % et que la valeur réelle des expéditions ait augmenté d'environ 13 %. De plus, toujours en 2005, près de la moitié des déchets résultant des activités de production a été soit recyclée, soit transformée en énergie.

On relève aussi d'autres signes d'amélioration : en 1999, les entreprises manufacturières américaines ont consacré 14,6 milliards de dollars à des équipements et à des procédés d'exploitation visant à réduire la pollution, soit 0,4 % de la valeur des expéditions et environ 10 % de

leurs nouvelles dépenses d'équipement. Les technologies vertes commencent à rapporter, les entreprises américaines ayant exporté pour plus de 30,4 milliards de dollars de technologies environnementales en 2006.

Pendant des siècles, la dégradation de l'environnement et l'industrialisation sont allées de pair. Mais peu à peu, les responsables de la politique industrielles ont pris conscience du rôle intégral que jouent les questions écologiques dans le bien-être économique de l'entreprise. Nombreux sont les dirigeants de sociétés qui considèrent aujourd'hui que la protection de l'environnement est essentielle pour assurer un développement durable et pour créer un monde meilleur. La durabilité écologique, à savoir « le fait d'assurer une meilleure qualité de vie pour tous dès à présent et pour les générations futures », comme la définit le géant américain des produits de grande consommation Procter&Gamble, est perçue dans la plupart des conseils d'administration des entreprises américaines à la fois comme une responsabilité de l'entreprise et comme une chance à saisir.

Après avoir concentré leur attention sur le traitement de la pollution et sur la prévention de ce problème au cours des dernières décennies, les entreprises tournent à présent leurs regards vers les émissions de gaz carbonique et les énergies de substitution, et l'on peut s'attendre à ce que cette tendance se maintienne. La hausse du prix du pétrole brut et la forte dépendance à l'égard des importations de cette source d'énergie ne font qu'intensifier la nécessité d'un règlement plus rapide des problèmes dont sont porteuses ces réalités conjoncturelles. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Les ONG et les entreprises – des objectifs communs, une confiance mutuelle

Brad Kenney



Le National Resources Defense Council, une ONG à vocation environnementale de premier plan, a fait l'éloge de Willard Beach, à qui la ville de South Portland, dans le Maine, doit son programme de surveillance de la qualité de l'eau.

De nos jours, bien que leurs liens d'amitié soient relativement récents, les organisations non gouvernementales et les entreprises œuvrent de concert en vue de forger des partenariats durables.

Brad Kenney est rédacteur spécialisé dans les questions de technologie et d'environnement pour la revue Industry Week.

Depuis une vingtaine d'années, on observe aux États-Unis une prise de conscience accrue des dangers croissants qui menacent la planète, notamment en matière de réchauffement climatique et d'épuisement des ressources. Dans le même temps, on a vu s'épanouir à travers le monde la relation entre les

entreprises et les organisations non gouvernementales (ONG), en particulier celles dont la mission consiste à inciter les premières à sauvegarder la planète.

QU'EST-CE QU'UNE ONG ?

Les organisations non gouvernementales (ONG) sont assimilées de façon générale aux organisations sans but lucratif qui fonctionnent en marge de toute forme de gouvernement, des milieux d'affaires, des partis politiques ou des groupes armés. Elles revêtent toute une gamme de formes, allant d'organisations mondiales hautement structurées à des groupes locaux de militants de toutes tendances.



© AP Images/Elizabeth Datzel

En juin 2007, à Pékin, le président-directeur général de Coca-Cola, M. Neville Isdell, annonce que le fabricant de la boisson Coke va financer un projet de 20 millions de dollars axé sur la protection de sept grands fleuves dans le monde de façon à réduire la pollution et la consommation d'eau. Ce projet est coordonné en liaison avec le World Wildlife Fund (WWF).

cotisations de leurs membres ou des dons d'institutions internationales ou de gouvernements. La plupart des observateurs s'accordent à dire que, sous l'effet de la mondialisation qui a transformé le monde en un réseau interconnecté, les ONG viennent combler le vide qui se crée entre la fin des responsabilités du gouvernement et le début de celles des entreprises.

LES ONG ET LES ENTREPRISES

Les entreprises n'ont pas toujours été très réceptives aux pressions exercées par des organismes extérieurs, ONG à vocation écologique comprises. En fait, pour la plus grande partie des cent dernières années, un climat de méfiance et de suspicion mutuelle régnait dans les deux camps, ce qui les empêchait souvent les uns et les autres de faire beaucoup de progrès.

Toutefois, à mesure que les questions environnementales d'envergure planétaire ont pris de l'importance, l'appréhension croissante face aux retombées toujours plus nombreuses du changement climatique (à laquelle s'ajoute la perspective d'effets encore plus

spectaculaires) a cédé la place à une ère nouvelle de communication et de coopération entre le milieu des entreprises et celui des ONG à travers le monde, et en particulier aux États-Unis.

Les fruits de ces partenariats naissants sont nombreux de part et d'autre. Par exemple, s'il est vrai qu'elles sont responsables d'une grande partie des problèmes environnementaux, les entreprises ont les moyens financiers et l'efficacité voulus pour améliorer considérablement leurs activités et diminuer ainsi leur empreinte écologique. Malheureusement, la nature même du monde de l'entreprise peut atténuer ces avantages potentiels pour l'environnement. Comme elles visent à maximiser les profits des actionnaires à court terme, les entreprises ne possèdent pas nécessairement les connaissances ni l'expertise qui leur permettraient d'inscrire leurs activités dans le long terme, celui de la pérennité.

Les ONG, par contre, n'ont pas nécessairement les ressources voulues pour financer par elles-mêmes les améliorations souhaitées. Mais leur personnel se compose d'experts qui sont capables de travailler non seulement au sein de leur organisation, mais aussi avec l'ensemble du monde des entreprises, pour formuler des positions de principes et des pratiques optimales à l'intention des entreprises et des gouvernements.

Mme Suzanne Apple, vice-présidente du World Wildlife Fund (WWF, Fonds mondial pour la nature) et directrice générale pour les entreprises et l'industrie, fait observer que son organisation commence depuis quelques années à déceler un potentiel accru de collaboration avec les entreprises tandis que l'antagonisme s'estompe. « Je crois que nous avons compris le pouvoir du marché », déclare la haute responsable. « Par exemple, si nous arrivons à convaincre les acheteurs de suivre des lignes directrices responsables en matière de produits sylvicoles, nous pouvons avoir plus d'effet que si nous étions dans la forêt pour essayer de faire cesser l'exploitation forestière illicite. »

Par ailleurs, Mme Apple constate l'accroissement des pressions lié à l'adoption de règlements visant à pousser les entreprises à redoubler d'efforts en matière de conservation et de réduction de leur empreinte écologique – autant de domaines dans lesquels les ONG peuvent apporter un concours unique. « Depuis la promulgation de la loi Sarbanes-Oxley et de divers règlements qui obligent les milieux d'affaires à privilégier la transparence, les entreprises se tournent vers des tiers qui peuvent les aider à analyser leurs activités de manière crédible », ajoute-t-elle.

DES OBJECTIFS COMMUNS

L'action de l'association sans but lucratif Environmental Defense, implantée à Washington, auprès de la société Wal-Mart, géant mondial de la grande distribution, illustre bien la nature bénéfique du partenariat entre une ONG et le monde des affaires. L'initiative qu'elles mènent conjointement privilégie cinq axes, à savoir : le réchauffement climatique, la pisciculture, la réduction des déchets d'emballage, l'usage de carburant de remplacement et les activités des usines à l'échelle mondiale.

Comme l'eau est indispensable à la vie, la conservation de cette précieuse ressource est un autre dossier qui occupe un haut rang de priorité pour les ONG. Le WWF a signé un accord avec la société Coca-Cola relatif à la mise en route d'une initiative mondiale destinée à aider les usines de cette société à réduire leur consommation d'eau.

Avec la croissance du commerce mondial en toile de fond, le vivier des ONG prend des mesures visant à garantir que les échanges entre les pays se font dans un souci de liberté, d'équité et de durabilité. Ces quelques dernières années, l'USBCSD (U.S. Business Council for Sustainable Development, section régionale du World Business Council for Sustainable Development) a entrepris un certain nombre d'interventions directes de nature à



© AP Images/Donna McWilliam

L'ONG Environmental Defense œuvre en liaison avec la société Wal-Mart, qui a construit à titre expérimental cet hypermarché écologique à McKinney, au Texas.

renforcer la protection de l'environnement dans le cadre du commerce mondial, en particulier compte tenu de l'accroissement des échanges entre les États-Unis et la Chine. Qu'il s'emploie à faire venir aux États-Unis des représentants de l'industrie cimentière de la Chine pour qu'ils y visitent des usines ultramodernes ou à établir un mécanisme américano-chinois à même d'améliorer l'échange d'informations et la collaboration entre ces deux partenaires commerciaux, l'USBCSD tient compte de l'évolution des priorités typique de notre époque.



© AP Images/Donna McWilliam

Dans l'hypermarché construit par Wal-Mart à McKinney, au Texas, les ruissellements d'eau de pluie recueillis dans ce bassin recouvert d'un revêtement perméable aident la végétation à se nourrir.

UN TRONC COMMUN DE POSSIBILITÉS

En formant de tels partenariats stratégiques avec les « poids lourds » du secteur des entreprises des États-Unis, ces ONG et d'autres encore sont en mesure de promouvoir un programme environnemental diversifié dont les retombées dépassent largement les espérances de ces organisations et de leurs adhérents.

En contrepartie, les entreprises américaines qui participent au développement et à l'exécution de ces partenariats bénéficient du précieux concours d'experts avec l'assistance desquels elles peuvent appliquer d'ambitieux programmes de réduction de leurs incidences environnementales; ce faisant, elles arrivent souvent à mesurer leurs améliorations et à les communiquer à leurs fournisseurs, au gouvernement et, au bout du compte, aux consommateurs américains – lesquels sont de plus en plus nombreux à exiger ce type de progrès de la part des entreprises dont ils achètent les produits.

Cette capacité d'adaptation aux besoins des entreprises et de l'environnement démontre le type de souplesse que seul peut fournir un partenariat robuste fondé sur des objectifs communs et une confiance mutuelle. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Les consommateurs se mettent au vert

Traci Purdum



La première Journée de la Terre à New York, le 20 avril 1970.

© AP Images

Beaucoup de consommateurs se rendent compte que leurs habitudes en matière de consommation affectent l'environnement et ils font pression sur les sociétés pour qu'elles réduisent les effets négatifs de leurs activités.

Traci Purdum est rédactrice en chef de la revue HVACR Business, mensuel consacré à la gestion des activités commerciales et qui s'adresse aux professionnels du chauffage, de la ventilation, de la climatisation et de la réfrigération.

En ma qualité de journaliste spécialisée dans les questions commerciales, je suis bien obligée de me tenir au courant des tendances en matière de consommation. Peu importe le secteur abordé dans mes articles : c'est l'acheteur final qui tient le sort de l'économie de marché entre ses mains.

Malheureusement, certains consommateurs changent facilement d'avis. Le gadget qui est indispensable

aujourd'hui sera relégué aux ordures demain – il aura passé de mode, ou bien il sera victime de ce phénomène souvent ahurissant qu'est l'obsolescence instantanée.

Pourtant, les consommateurs sont de plus en plus nombreux à se rendre compte des effets de leur consommation sur l'environnement. Ils ont un comportement intelligent et ils n'en attendent pas moins des entreprises dont ils achètent les produits ou les services. Cela signifie qu'il faut créer des produits capables d'aider les consommateurs non seulement à organiser leur quotidien, à avoir du succès dans leur vie personnelle et professionnelle, à soigner leur apparence, à se sentir bien dans leur peau et à être l'envie des voisins, mais aussi à diminuer leur empreinte écologique.

Cette année marque le trente-huitième anniversaire de la Journée mondiale de la Terre, le fruit de l'imagination d'un sénateur américain qui a eu l'idée de sensibiliser le grand public aux questions environnementales.



© AP Images/Lenny Ignelz (2)

Cette maison verte utilise un système héliovoltaïque équipé de cellules photovoltaïques sur le toit. Sa construction écologique se distingue en outre par la présence de planchers en lyptus faits à partir d'arbres qui se régénèrent en l'espace de vingt ans.

Comme le note le site Earth Day Network (EDN), à l'époque de la toute première célébration, « les Américains conduisaient des voitures à huit cylindres qui consommaient de l'essence plombée à n'en plus finir. L'industrie régurgitait de la fumée et des boues sans avoir à se préoccuper des répercussions juridiques possibles ou d'une mauvaise publicité. La pollution aérienne était couramment assimilée à l'odeur de la prospérité. L'environnement était un mot que l'on entendait plus fréquemment dans les concours d'orthographe qu'aux actualités. »

Si le message a eu du mal à s'imposer dans les années 1970, il faut reconnaître que dans le monde d'aujourd'hui il est difficile de ne pas être conscient – ou tout au moins curieux – de l'effet que nous avons sur les ressources limitées de la planète. Et c'est précisément ce souci qui pousse les entreprises à répondre aux attentes des consommateurs en ménageant l'environnement.

CONSTRUIRE « VERT »

De fait, le mot « vert » fait fureur parmi le grand public, que ce soit dans la publicité, les émissions de télévision, les spectacles, les dossiers des entreprises ou les conférences.

Fin 2007, par exemple, j'ai assisté à la grande foire internationale d'habitations vertes, connue sous le nom de « Greenbuild », qui a eu lieu à Chicago sous les auspices de l'U.S. Green Building Council. Cette exposition a attiré plus de 20 000 personnes – constructeurs, architectes, étudiants, membres de la presse tous sensibilisés à l'environnement – qui voulaient voir de leurs propres yeux le changement fondamental qui s'opère dans l'industrie du bâtiment.

Donnant le coup d'envoi de la conférence, l'ancien président Bill Clinton a annoncé à un parterre d'auditeurs venus du monde entier la création de plusieurs nouveaux partenariats destinés à améliorer l'efficacité énergétique de centaines de millions de mètres carrés d'immeubles publics et privés répartis sur l'ensemble du territoire des États-Unis.

Cette initiative environnementale a su s'imposer dans un secteur notoirement connu pour son appétit insatiable de ressources forestières et d'espaces verts. Pourquoi ? Parce que les consommateurs l'exigent.

FABRIQUER « VERT »

Et le consommateur finit toujours par avoir le dernier mot. Les fabricants tiennent compte de l'environnement pour faire tomber dans leurs poches les dollars des consommateurs.

La société General Electric, par exemple, a entrepris une campagne d'« écomagination » visant à mettre en relief son attachement à un environnement plus propre. Nike a créé la cellule NEAT (Nike Environmental Action Team) dont l'objectif est de mettre en place des programmes novateurs de recyclage et d'éducation des consommateurs ; l'un de ces programmes, Reuse-A-Shoe (Réutilisez les chaussures), concerne la récupération de chaussures de sport usagées auxquelles Nike trouve de nouvelles utilisations. Ces entreprises comprennent l'impact de la dimension environnementale et son effet sur leur chiffre d'affaires. C'est faire preuve d'irresponsabilité, ou pis encore, que de tarder à tenir compte des ressources de la planète.

Mais il ne suffit pas de se montrer respectueux

de l'environnement. Les entreprises savent que la commercialisation de produits verts a un effet plus salubre sur leur bénéfice net que l'allègement de leur empreinte carbonique.

Mettant en relief la dimension écologique de sa société, le P.D.G d'Apple, Steve Jobs, a récemment adressé un courrier à ses clients dans lequel il note que cette dernière avait été « critiquée par certaines organisations environnementales pour ne pas être un leader en matière d'élimination des produits toxiques dans ses nouveaux produits de même que pour ne pas recycler systématiquement ni correctement ses anciens produits. Or en examinant les pratiques actuelles d'Apple en la matière et les progrès réalisés, j'ai eu la surprise de constater que, dans bien des cas, Apple devance dans ces domaines, ou le fera prochainement, la plupart de ses concurrents. Indépendamment des autres améliorations que nous devons apporter, il est certainement clair que nous n'avons pas su communiquer ce que nous faisons de bien. »

Des pontes de l'industrie électronique font remarquer que la démarche la plus respectueuse de l'environnement que puissent entreprendre les sociétés consiste à espacer les achats de nouveau matériel. À l'avenir, les consommateurs seront les gagnants de la bataille entre les fabricants de produits électroniques qui tentent d'obtenir leurs dollars en mettant sur le marché des versions améliorées de produits existants plutôt que de nouveaux systèmes complets et onéreux.

VOYAGER « VERT »

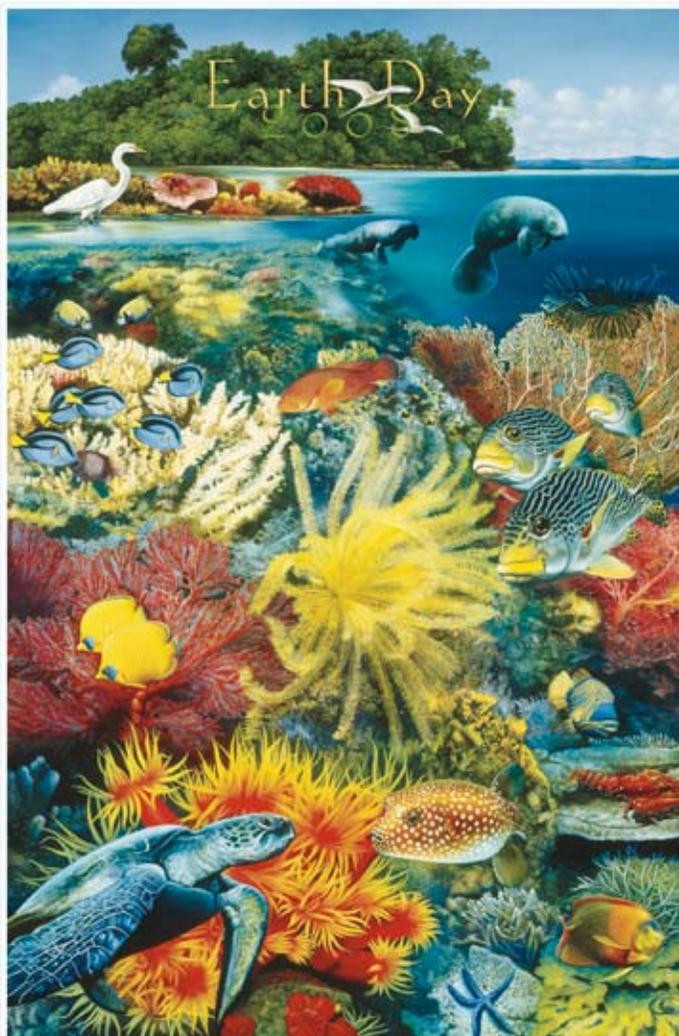
Fait intéressant, les consommateurs ne se soucient pas seulement des produits. Les considérations écologiques pourraient bien également influencer la façon dont ils se déplacent et le choix des hôtels où ils passent la nuit lorsqu'ils voyagent pour affaires ou dans le cadre de leurs loisirs.

Les agences de voyage et les hôtels « verts » font leur apparition un peu partout dans le monde et ils ne se contentent pas d'attirer les globe-trotters écolos jusqu'aux dents. Même le touriste occasionnel est sollicité de façon subtile. Des affichettes dans les hôtels qui invitent les clients à réutiliser leurs serviettes de bain et à dormir deux nuits de suite ou plus dans les mêmes draps pour économiser l'eau au règlement électronique des notes d'hôtel, l'industrie du voyage et du tourisme retire des bénéfices financiers de son respect de l'environnement.

Les consommateurs ont bonne conscience quand ils descendent dans un hôtel vert, et les hôtels, en ralentissant leurs compteurs d'eau et d'électricité, voient leurs factures diminuer.

Et qu'en est-il des transports aériens? La pollution aérienne sous la forme d'azote nocif pour l'ozone et de gaz carbonique fait réfléchir beaucoup de consommateurs à deux fois avant de choisir un moyen de transport. Comment ménager son empreinte sur la planète sans se priver de l'aspect pratique des déplacements en avion?

La création de programmes de compensation des émissions de gaz carbonique s'inscrit dans une tendance récente. Ils ciblent les consommateurs culpabilisés qui veulent effacer leurs péchés environnementaux.



L'affiche de la Journée de la Terre 2008, créée par Cheryl Griesbach pour le département d'État des États-Unis. Griesbach.

Par exemple, la compagnie aérienne Continental Airlines a mis en place un programme de cette nature élaboré en partenariat avec l'organisation sans but lucratif Sustainable Travel International (STI). Ce programme permet aux consommateurs qui le désirent de découvrir l'empreinte carbonique de leur itinéraire tel qu'il est calculé par STI en fonction de la consommation de carburant de l'avion qu'ils vont prendre. Les voyageurs peuvent alors faire un don à l'un des quatre portefeuilles de projets de STI :

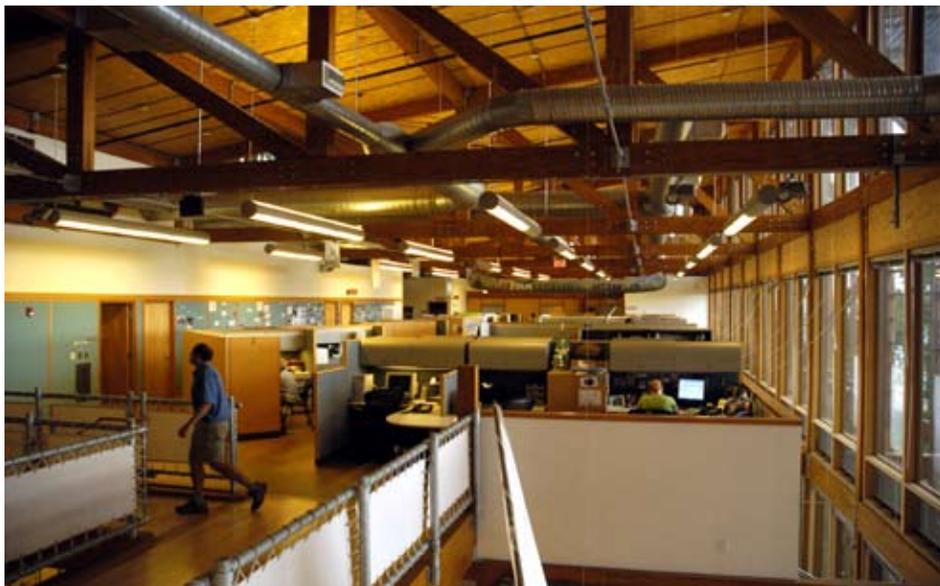
- celui des projets « Gold Standard » de réduction des émissions qui sont gérés par MyClimate ; ces projets, qui portent sur des énergies renouvelables ou l'efficacité énergétique, sont validés, enregistrés et vérifiés conformément aux principes du Mécanisme pour un développement propre (MDP) énoncés dans le Protocole de Kyoto ;
- celui des projets internationaux de reboisement qui visent à préserver et à créer des espaces forestiers essentiels et qui sont conçus conformément aux normes de la CCBA (Climate, Community, and Biodiversity Alliance) ;
- celui des projets d'énergie renouvelable, parcs éoliens par exemple, qui sont certifiés par l'organisme américain Green-e ;
- ou plusieurs de ces projets.

LE BÉNÉFICE NET VERT

Le rêve que caressaient nos ancêtres de voler comme un oiseau, d'ériger des immeubles capables de toucher le ciel et de tracer des voies dans le monde entier a fini par donner naissance à des industries massives dont le premier instinct a été d'ignorer délibérément leurs répercussions sur l'environnement – le tout au nom du progrès. Aujourd'hui, tel le phénix qui renaît de ses cendres, l'industrie se met à l'écoute de l'environnement et elle s'efforce de renaître – le tout pour répondre à la demande des consommateurs. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

BÂTIMENTS VERTS



Le Phillip Merrill Environmental Center de la Chesapeake Bay Foundation d'Annapolis (Maryland) s'est vu attribuer divers prix reconnaissant ses efforts novateurs d'économie d'énergie ; il attire des visiteurs du monde entier en quête d'idées et d'exemples dont ils pourront s'inspirer.

© AP Images/Matthew S. Gunby



Le *Visionaire*, dont on voit ici une illustration architecturale, est une tour d'appartements écologiques en construction à New York.

Albanese Organization



À Hinesburg (Vermont), les bâtiments du siège social de NRG Systems, chef de file en technologie de la mesure de l'énergie éolienne, sont dotés de panneaux solaires et d'un bassin de refroidissement qui contribuent à leur haute efficacité énergétique.

© AP Images/Alden Pellett



Lors de la conception de l'agence de la PNC Bank de Tarentum (Pennsylvanie), les architectes ont tablé sur l'utilisation de la lumière naturelle et de matériaux recyclés ; ce bâtiment est un prototype que la banque entend reproduire pour ses nouvelles agences.

© AP Images/Keith Srakocic



© AP Images/Stan Gilliland

Ce lanterneau à dôme est l'une des nombreuses améliorations apportées à l'immeuble construit en 1920 par Brown & Jones Architects à Raleigh (Caroline du Nord) ; ses réflecteurs se déplacent automatiquement pour suivre la lumière du soleil de façon à l'orienter vers les bureaux de l'étage inférieur. Il est entouré de plants de sedum, qui retiennent l'eau de pluie sur le toit afin de rafraîchir l'immeuble.



Foto/Las Vegas Springs Preserve

La réserve de Las Vegas Springs est un site historique national de 72 hectares possédant sept bâtiments verts conformes aux normes LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) de la catégorie Platine, soit la plus haute certification délivrée par le U.S. Green Building Council.



Michelle Kaufmann Designs, MBR Studio

Dans cette maison préfabriquée bon marché destinée à des parcelles de petite superficie, la mkSolaire™ de Michelle Kaufmann Designs, le toit et les fenêtres orientent la lumière naturelle et l'air frais vers le centre de la maison. Les matériaux non toxiques, recyclables et renouvelables employés consomment moins d'énergie à la construction et à l'entretien.



© AP Images/Gene J. Puskar

Le Palais des congrès David L. Lawrence de Pittsburgh (Pennsylvanie) a un toit en pente conçu pour aspirer l'air frais de la rivière Allegheny dans le bâtiment et pour évacuer l'air chaud par des bouches d'aération.



Le Centre Genzyme, siège mondial de l'entreprise de biotechnologie du même nom, est l'un des plus grands immeubles classés par le U.S. Green Building Council dans la catégorie Platine. L'emploi généralisé de la lumière du jour contribue à réduire de 42 % la facture d'électricité annuelle du Centre Genzyme.

Genzyme Corporation (2)



© AP Images/Nam Y. Huh (2)



Ces élèves de l'École élémentaire Tarkington de Chicago (Illinois) et leur institutrice profiteront des avantages d'un toit vert aménagé au-dessus du gymnase. Le terreau et la végétation du toit isolent le bâtiment qui reste chaud l'hiver et frais l'été. Grâce à son toit écologique, l'École élémentaire Tarkington de Chicago (Illinois) reste chaude l'hiver et fraîche l'été.



Les entreprises, les investisseurs et l'environnement

Matthew Patsky et Elizabeth Levy



Lors de la cérémonie d'ouverture de séance à la Bourse de New York, le ministre adjoint pour le rendement énergétique et l'énergie renouvelable, M. Andy Karsner (deuxième à partir de la droite), se joint à des cadres de la société de placement qui procèdent à l'inscription du Global Alternative Energy Fund à la cote de la Bourse de New York, en mai 2007.

Les investissements verts, c'est-à-dire ceux qui sont faits dans le souci de l'environnement, relèvent d'une pratique en mutation et au passé riche. De nos jours, celle-ci inclut l'évaluation du profil environnemental des entreprises. Un grand nombre d'investisseurs cherchent précisément à promouvoir l'écologie.

Matthew Patsky est gestionnaire de portefeuille, et Elizabeth Levy analyste principale en environnement à la Winslow Management Company, société de placement qui se spécialise dans les investissements verts. Matthew Patsky en est copropriétaire. [<http://www.winslowgreen.com/about/people.aspx>]

Les investisseurs jouent un rôle important dans la promotion des activités environnementales des entreprises dans lesquelles ils placent leurs capitaux. Les investissements verts, c'est-à-dire ceux qui sont faits dans le souci de l'environnement, relèvent d'une pratique en mutation et au passé riche. Alors qu'ils se contentaient naguère d'éviter les sociétés qui avaient

fait du tort à l'environnement, les investisseurs soucieux des considérations écologiques vont aujourd'hui jusqu'à évaluer le profil environnemental des sociétés pour se faire une idée de leur potentiel de croissance, de leur situation au vu de mesures réglementaires projetées et de leur faculté d'adaptation aux situations d'urgence. Et beaucoup d'investisseurs verts ne cachent pas qu'ils placent leurs capitaux précisément dans le but de promouvoir un programme d'action écologique.

LES RISQUES EN POINT DE MIRE

Lors de la première vague d'investissements environnementaux qui a déferlé dans les années 1980 et le début des années 1990, les investisseurs soucieux de l'environnement se préoccupaient avant tout d'évaluer les activités des sociétés dans la perspective des risques écologiques. Les pertes massives consécutives aux actions en justice intentées par les victimes de l'amiante, et qui se chiffraient à plus de 250 milliards de dollars

Le « Superfonds » de l'EPA

En 1980, 10 ans après la première Journée de la Terre, le Congrès des États-Unis a adopté la loi CERCLA (Comprehensive Environmental Response, Compensation, and Liability Act – loi globale sur la réaction, le dédommagement et la responsabilité civile en matière d'environnement), qui autorise la création du Superfonds, programme du gouvernement fédéral visant à la dépollution des sites non réglementés contenant des déchets dangereux. Cette mesure a permis aux autorités fédérales d'apporter une aide aux municipalités et aux États en vue de l'élimination des dépôts de déchets toxiques les plus dangereux du pays.

À cette fin, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) œuvre en étroite collaboration avec les collectivités, les responsables potentiels (pollueurs), des scientifiques, des chercheurs, des entrepreneurs, des autorités des États, des administrations locales et tribales, et d'autres instances fédérales. Avec ces divers groupes, l'EPA identifie les décharges de déchets dangereux, procède à des analyses de l'état des sols, formule des plans de dépollution et entreprend la mise en œuvre desdits plans.

Tous les ans, de nouveaux sites sont ajoutés à la liste et d'autres, qui en avaient été rayés, y sont rajoutés lorsqu'il s'avère qu'il y a lieu de parfaire leur dépollution. En dépit de controverses sur le mécanisme de financement du programme et sur la définition de la « dépollution » ainsi que sur d'autres questions, le Superfonds est le premier programme au monde qui s'attaque aux problèmes de pollution résultant de 150 ans d'industrialisation et qui oblige les responsables à assumer les frais de la dépollution.

AVANT LE SUPERFONDS

Love Canal est un quartier de la municipalité de Niagara Falls (État de New York). Dans les années 1970, il a été constaté que l'incidence des cancers et des maladies congénitales était particulièrement élevée dans le quartier et que les enfants étaient constamment malades. Les habitants ont fini par découvrir que le canal auquel le quartier doit son nom était une décharge de produits chimiques toxiques. En 1978, l'affaire finit par retenir l'attention des médias nationaux qui qualifièrent alors le quartier de « bombe à retardement » menaçant la santé publique.

Cette même année, étant donné qu'il n'existait pas d'autre moyen juridique par lequel le gouvernement fédéral pouvait aider l'État de New York à apporter des solutions aux problèmes environnementaux, le président Jimmy Carter a déclaré l'état d'urgence fédéral à Love Canal.

Les autorités ont procédé, à terme, au rachat des maisons et à l'évacuation et au logement de plus de 800 familles. La société parente du pollueur, Occidental Petroleum, a dépensé plus de 200 millions de dollars pour dépolluer le site et le Congrès a adopté la loi instituant le Superfonds en 1980.

LE SUPERFONDS AUJOURD'HUI

Selon Katherine Probst, chercheuse principale et directrice de la section de la gestion des risques, des ressources et de l'environnement de Resources for the Future (groupe de recherche sur les politiques environnementales dont le siège est à Washington), « la plupart des entreprises privées américaines sont bien plus conscientes des coûts des carences en matière de gestion des produits dangereux et la responsabilité (des pollueurs) au titre du Superfonds a un effet dissuasif considérable ». Dans 70 % des cas, a-t-elle précisé, les frais des opérations de dépollution sont payés directement par les responsables.

La responsabilité civile au titre du Superfonds, a dit Mme Probst, « est un encouragement très clair et très réel à la gestion rationnelle des produits dangereux. Et c'est là précisément le but de tout système de responsabilité; dans ce sens, donc, le Superfonds est d'une extraordinaire efficacité. »

Cheryl Pellerin est rédactrice à www.america.gov.

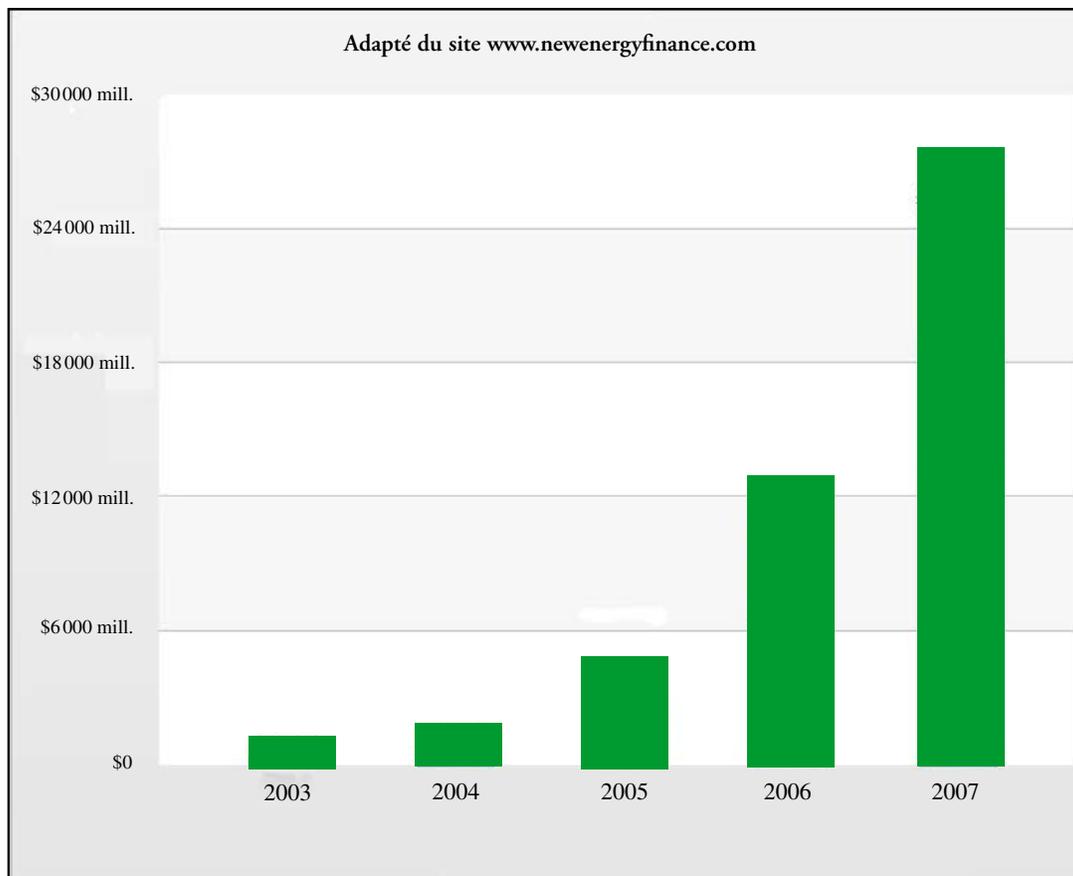
rien qu'aux Etats-Unis, selon l'estimation citée dans la revue *The Economist* en 2005, incitèrent certains investisseurs à inclure le passif environnemental dans leur analyse financière, tenant compte par exemple de la responsabilité en matière de restauration des sites contaminés par des déchets dangereux classés dans la catégorie des « Superfonds » par le gouvernement fédéral des Etats-Unis. Ils commencèrent à incorporer d'autres données environnementales dans leur calcul, telles que l'usage de produits chimiques toxiques et dangereux et les émissions de ces substances. Des organismes de recherche, dont KLD et l'Investor Responsibility Research Center (aujourd'hui intégré au RiskMetrics Group), leur remirent des données sur le degré de conformité des entreprises à la réglementation environnementale, sur leurs émissions de produits chimiques et sur leurs programmes de gestion de l'environnement.

De nos jours, les investisseurs soucieux du

comportement environnemental des sociétés tiennent compte non seulement des risques associés aux activités et aux émissions passées, mais aussi de ceux qui pourraient surgir à l'avenir, en particulier sous l'effet du changement climatique. Pour beaucoup d'entre eux, comme pour beaucoup d'écologistes, le changement climatique est un sujet de préoccupation qui en englobe d'autres, par exemple la consommation et les pénuries d'eau douce, la destruction de l'habitat d'animaux et la pollution atmosphérique.

À cet égard, le phénomène du changement climatique présente toute une gamme de défis tant pour les activités commerciales existantes que pour celles qui sont envisagées à l'avenir. Par exemple, selon la société Storm Exchange de conseil en gestion des risques liés à la météorologie, l'augmentation de deux degrés de la température moyenne en automne peut se traduire par la baisse de 1 % des ventes enregistrées dans un même magasin par rapport à

Investissements directs dans les sociétés d'énergie de remplacement qui sont cotées en bourse





© AP Images/Bill Sikes

Panneau apposé en 1994 sur la clôture du dépôt de déchets toxiques de Love Canal, dans la municipalité de Niagara Falls (État de New York), interdisant l'accès en raison des dangers présentés par les déchets.



© AP Images/David Duprey

2004 : chemin vicinal de Niagara Falls à proximité du site de Love Canal, qui avait été récemment rayé de la liste du Superfonds.

celles de l'année précédente, mesure clé qui permet aux analystes financiers d'évaluer la santé du commerce de détail. Le mois de septembre 2007, avec une température moyenne supérieure de deux degrés à la normale, a été suivi en octobre par la croissance des ventes au détail la

plus faible en douze ans, selon l'International Council of Shopping Centers.

De même, les préoccupations climatiques et environnementales affectent la façon de penser des investisseurs dans le marché des souscriptions privées qui achètent et qui vendent des sociétés. En janvier 2007, la société texane d'énergie TXU Corp. a été achetée par Goldman Sachs et deux entreprises au capital à risque privé, en l'occurrence le Texas Pacific Group et Kohlberg Kravis Roberts. Fait notable, les acheteurs ont fait savoir qu'ils avaient consulté deux grandes associations écologiques, Environmental Defense et le Natural Resources Defense Council, et qu'ils avaient accepté dans le contrat d'achat de ramener à trois, contre onze, le nombre de centrales thermiques alimentées au charbon dont la construction, au demeurant controversée, était prévue. Le Kansas, l'Oklahoma, la Floride et l'État de Washington ayant refusé à la fin de l'année 2007 d'autoriser la construction de centrales à charbon sur leur territoire, l'accord conclu par les investisseurs de la TXU donne à ces derniers des airs de prophète.

DE NOUVELLES POSSIBILITÉS

Mais au lieu de se limiter à l'examen des données environnementales dans le cadre de l'analyse des risques, la nouvelle vague d'investisseurs motivés par l'écologie voit dans la protection de l'environnement une nouvelle possibilité et ils investissent dans des secteurs du marché qui existaient à peine il y a quelques années seulement. Par exemple, les investissements directs dans les sociétés d'énergie de remplacement cotées en bourse, notamment par le biais d'un premier appel public à l'épargne (PAPE) ou d'offres publiques sur le marché secondaire, totalisaient moins de 1 milliard de dollars dans le monde en 2004, selon le cabinet New Energy Finance (NEF) spécialisé en recherches. Or en 2007, ce montant atteignait près de 25 milliards de dollars (voir le Tableau). Pour cette seule année, ces flux d'investissements directs permirent notamment l'augmentation du nombre d'usines de production de cellules solaires, le développement des parcs d'éoliennes, l'achat de projets hydroélectriques au fil de l'eau, la production de cultures énergétiques, la recherche sur la commercialisation des piles à combustible et le développement de centrales géothermiques.

L'octroi de capitaux à des entreprises soucieuses d'améliorer l'environnement a eu quelques conséquences intéressantes pour les investisseurs. La première, c'est qu'ils ont maintenant beaucoup plus de choix en matière d'investissements écologiques. Selon le NEF, entre 1992 et 2002, on a dénombré 30 PAPE concernant des sociétés d'énergie de remplacement et qui ont mobilisé 2 milliards de dollars; en 2003-2004, 29 PAPE en ont dégagé 7 milliards; en 2005-2006, 92 en ont réuni 13 milliards; et pour la seule année 2007, 61 PAPE ont déjà réussi à mobiliser 17 milliards de dollars.

Plus le nombre d'entreprises qui proposent des solutions environnementales se multiplie, plus l'univers des investisseurs prêts à placer leurs capitaux dans ce secteur prend lui aussi de l'ampleur. Fait plus remarquable encore, il est aujourd'hui possible que les investissements dans ces nouvelles technologies se révèlent payants, ce qui n'a pas toujours été le cas. Le «New Alternatives Fund», par exemple, se spécialise dans les investissements dans l'énergie de remplacement depuis 1996, ce qui est un record de longévité en la matière. Entre 1996 et 2004, ses résultats ont été pour ainsi dire neutres; mais entre 2005 et 2007, la valeur de ses actions a plus ou moins doublé. Beaucoup de fonds indiciels et d'autres fonds qui investissent dans l'énergie de substitution affichent la même tendance depuis 2005.

LES INVESTISSEURS FONT JOUER LEURS MUSCLES

Un bon nombre d'investisseurs soucieux de l'environnement n'hésitent pas à dire aux sociétés dans lesquelles ils investissent ce qui leur tient à cœur. La divulgation d'informations par les entreprises elles-mêmes constitue le principal outil d'analyse. Si la divulgation de renseignements financiers fait l'objet d'un suivi minutieux de la part des organismes de réglementation nationaux et internationaux, celle d'ordre environnemental revêt un caractère encore largement volontaire.

Les investisseurs aux vues similaires soumettent souvent des demandes communes de renseignements. Par exemple, le «Carbon Disclosure Group», qui représente un groupe d'investisseurs gérant 41 000 milliards de dollars, demande chaque année aux dirigeants des grandes sociétés mondiales de présenter leurs émissions de gaz à effet de serre dans un format normalisé, ce qui facilite les comparaisons. Et aux Etats-Unis, le Social Investment Research Analyst Network a rendu public un communiqué au nom d'un parterre d'entreprises (dont la Winslow

TECHNOLOGIE VERTE



CE NOUVEAU
«POSTER SHOW»
DE IIP/PUBS
PRÉSENTE
LES DERNIÈRES
NOUVEAUTÉS DE LA
TECHNOLOGIE VERTE.
DEMANDEZ-EN
UNE COPIE À
L'AMBASSADE
OU AU CONSULAT
DES ÉTATS-UNIS.



Management Company) qui gèrent 435 milliards de dollars et dans lequel il demande aux sociétés de publier leurs données relatives à la durabilité environnementale et sociale conformément à un ensemble normalisé de lignes directrices formulées par la Global Reporting Initiative, à laquelle on doit le cadre le plus reconnu au monde en matière de communications de données sur la durabilité.

Non seulement ils peuvent demander aux sociétés d'agir dans un certain sens, mais les investisseurs peuvent aussi leur donner des instructions en soumettant des résolutions par procuration qui feront l'objet d'un vote lors de l'assemblée générale annuelle de ces sociétés. Bien qu'ils ne soient pas juridiquement contraignants – autrement dit, les sociétés ne sont pas obligées d'en tenir compte –, les résultats d'un tel vote indirect peuvent constituer un puissant message pour la direction. L'Interfaith Center on Corporate Responsibility déclare avoir recueilli au mois de janvier 2008 des données sur les résolutions soumises à plus d'une soixantaine de sociétés cotées en bourse aux États-Unis en prévision de leur assemblée générale annuelle cette année-là. Les demandes les plus couramment notées dans ces résolutions concernaient la préparation d'un rapport sur la durabilité, la réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi que l'usage de produits en bois et en papier obtenus de manière viable tant en matière de culture que de récolte.

LA DEMANDE D'INVESTISSEMENTS VERTS

Elle est bien révolue, l'époque où les questions environnementales ne retenaient l'attention que des étudiants et des militants. Les termes « réduction des émissions » ou « prévention de la pollution » ne surprennent plus de nos jours lorsqu'on les entend dans les comités de placements ou les conseils d'administration des sociétés dans lesquels ils investissent.

Devant l'exemple des investisseurs soucieux de l'environnement, même les investisseurs classiques commencent à prendre conscience de la valeur des renseignements d'ordre environnemental. Lors de l'assemblée générale annuelle de la société ExxonMobil tenue en 2007, par exemple, une résolution par procuration parrainée par un actionnaire et prônant des cibles spécifiques en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre a réuni plus de 30 % des voix, preuve de la diversité des investisseurs qui se sentent aujourd'hui concernés par cette question.

Tandis que les gouvernements du monde s'appêtent à négocier un traité sur le climat dans la perspective de 2012 et au-delà, la nécessité et la demande d'un comportement responsable en matière de protection de l'environnement de la part des entreprises ne pourront que croître, et il en ira de même en ce qui concerne l'attention des investisseurs. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

La durabilité de la chaîne d'approvisionnement

Patrick Penfield

De nos jours, la plupart des entreprises privilégient le développement d'une chaîne d'approvisionnement durable – c'est-à-dire suffisamment robuste pour se maintenir et améliorer en même temps l'environnement.

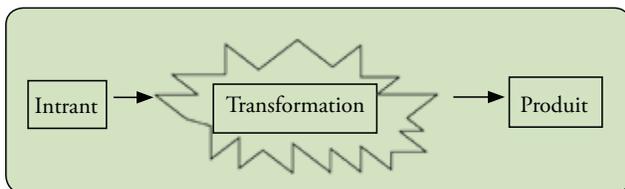
Patrick Penfield est professeur adjoint à l'école de gestion Whitman de l'université Syracuse de New York.

Nous vivons à une époque dynamique, caractérisée par une croissance sans précédent dans le monde entier. Le volume des échanges internationaux augmente à une rapidité fulgurante. Par ailleurs, les ressources de la planète sont en train de s'épuiser, étant consommées plus rapidement que jamais, et les matières premières deviennent plus coûteuses et plus rares. Beaucoup d'entreprises ont du mal à maîtriser leurs dépenses tandis qu'elles s'efforcent d'accroître leurs bénéfices.

De nos jours, la plupart des entreprises privilégient le développement d'une chaîne d'approvisionnement durable – c'est-à-dire suffisamment robuste pour se maintenir et améliorer en même temps l'environnement.

Il n'y a pas une entreprise au monde qui n'ait pas sa chaîne d'approvisionnement. De quoi s'agit-il exactement ?

En voici un exemple : un fabricant automobile se procure de l'acier et d'autres composants (intrants), il fait assembler les pièces détachées par de la main-d'œuvre qui s'aide de machines (transformation) et il fabrique une voiture (produit). Dans le contexte des services, une chaîne d'approvisionnement pourrait être une société de transport qui reçoit des colis (intrants), les stocke et prépare leur expédition (transformation), puis les livre à leurs destinataires (produit).



En règle générale, la chaîne d'approvisionnement coûte de l'argent, et c'est la raison pour laquelle les sociétés réfléchissent sérieusement aux moyens d'assurer la pérennité. La vérité, c'est qu'avec l'accroissement du coût des matières premières et de l'énergie, celles-ci ont tout intérêt à privilégier cette démarche. Elles peuvent aujourd'hui compter sur le rendement de leurs investissements, ce qui leur permet d'employer des processus moins gourmands en énergie et en matières.

RÉDUIRE LES COÛTS ET ÉLIMINER LES DÉCHETS

Au cours de l'année passée, j'ai mis au point un modèle que j'ai appelé « la chaîne d'approvisionnement verte et durable ». Beaucoup d'entreprises évoluent dans cette direction, et les chaînes d'approvisionnement vont elles aussi évoluer dans ce sens. Dans l'idéal, le but du modèle est d'encourager l'utilisation de matières et de processus écologiques et d'éliminer les déchets à l'intérieur de la chaîne de façon à assurer un maximum de durabilité.

En s'engageant dans la voie d'une chaîne d'approvisionnement verte et durable, les entreprises vont découvrir de nouveaux moyens de réduire leurs coûts.

Un autre axe de réflexion consistera, pour beaucoup d'entreprises, à envisager la chaîne d'approvisionnement sous l'angle de l'ensemble du système, et non plus sous celui des composants individuels. Se limiter aux composants individuels, comme le font encore un grand nombre de sociétés, c'est acheter des produits au prix le plus bas possible et sans tenir compte de leurs coûts pour le système. Dans bien des cas, ce mode de pensée découle directement des objectifs que s'est fixés l'entreprise ou l'organisation. Mais quand on envisage l'ensemble des coûts assortis à l'emploi des composants, on se rend compte sans peine qu'il aurait été préférable d'acheter un composant plus onéreux dont l'utilisation ferait baisser le coût de l'ensemble du système.

Comme l'expliquent Paul Hawken, Amory Lovins et L. Hunter Lovins dans leur ouvrage intitulé *Natural Capitalism*, « les composants individuels sont généralement envisagés en situation isolée. Concevoir une fenêtre sans le bâtiment, un éclairage sans la pièce ou un moteur sans la

machine qu'il va faire fonctionner donne d'aussi mauvais résultats que de concevoir un pélican sans les poissons. L'optimisation des composants en situation isolée tend à « pessimiser » l'ensemble du système, et donc le bénéfice net. » Un grand nombre d'entreprises se heurtent à cette difficulté parce qu'elles ne mesurent pas le coût réel de chaque composant au sein de l'ensemble du système.

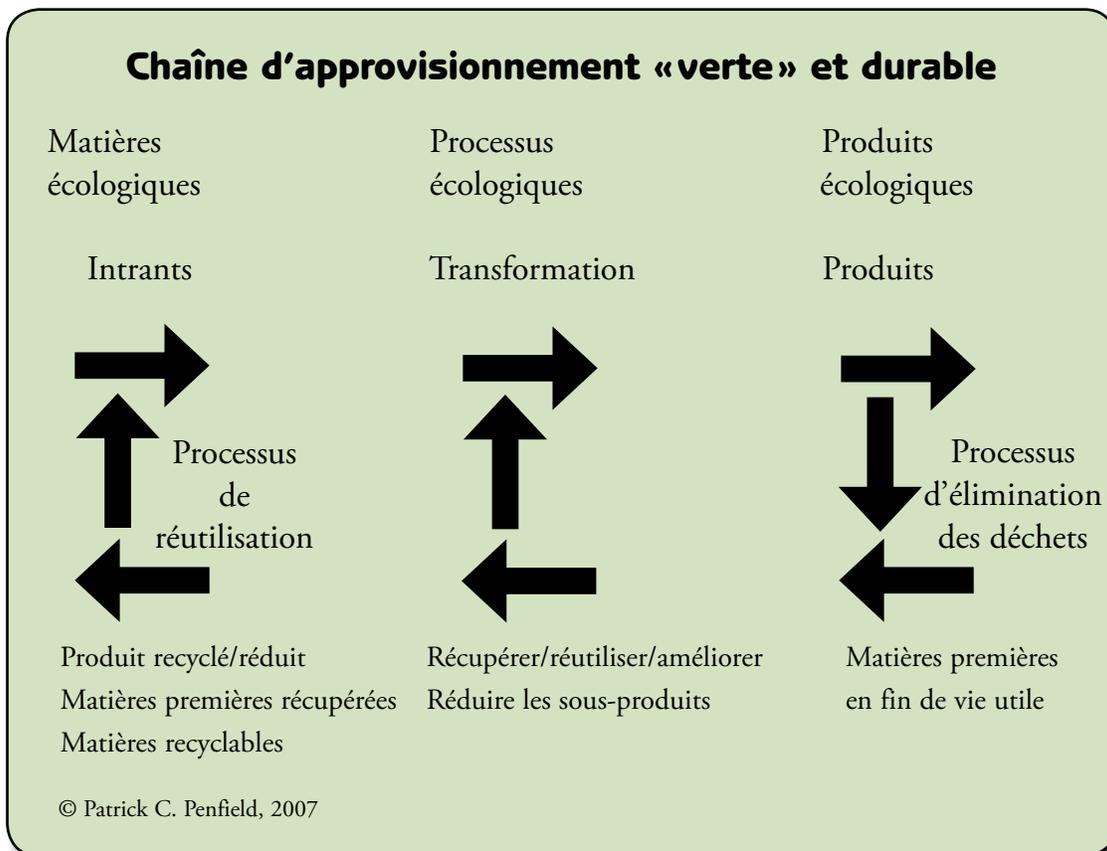
D'autres, en revanche, optent pour une approche à deux volets en vue de rendre leurs processus plus « verts ». D'une part, elles placent leurs procédés existants dans le modèle de la chaîne d'approvisionnement verte et durable et, de l'autre, elles se dotent de nouveaux processus qui sont conçus dans un souci de pérennité. Le conglomérat 3M a lancé le programme 3P (la Prévention de la Pollution Paye) pour prévenir la pollution à la source dans les méthodes de fabrication. Comme l'expliquent Daniel Esty et Andrew Wilson dans leur livre *Green to Gold*, cette société part du principe selon lequel « tout ce qui ne fait pas partie du produit est un coût. Du point de vue des cadres de direction de 3M, tout ce qui sort d'une usine est soit un produit, soit un sous-produit (qui peut être réutilisé ou vendu), soit un déchet. Pourquoi devrait-il y

avoir le moindre déchet? » Voilà une ligne directrice que toutes les entreprises gagneront à suivre.

LES COÛTS DE L'ÉNERGIE ET LA CONSERVATION DES RESSOURCES

De nos jours, c'est la question de l'énergie qui retient toute l'attention des entreprises. Maintenant que le prix du baril de pétrole a franchi la barre des cent dollars, elles ont en effet du mal à absorber ce coût. Elles doivent donc s'efforcer d'utiliser moins d'énergie ou se tourner vers une solution de remplacement pour compenser l'accroissement de leurs dépenses. Aux États-Unis, elles évaluent notamment la possibilité de recourir à l'éthanol, à la biomasse, aux piles à combustible et à l'énergie éolienne, solaire ou nucléaire.

L'autre grande initiative en matière d'énergie a trait à la conservation. La société Wal-Mart, géant de la grande distribution, est devenue un acteur de taille dans le domaine de la durabilité. Sur son site internet [<http://walmartstores.com>], elle consacre un espace à la présentation de ses initiatives en faveur de





© AP Images/Paul Sakuma

L'AMD a modifié un processus de nettoyage des plaquettes de silicose permettant d'utiliser moins de produits chimiques et moins d'eau.

l'environnement. Elle s'emploie surtout à réduire la consommation de carburant de son parc de camions et celle de combustible par ses grandes surfaces en misant sur deux tableaux : le recours à une énergie de substitution et les économies d'énergie.

Elle affiche clairement ses intentions : « Notre objectif est de compter sur l'énergie renouvelable pour assurer 100 % de nos besoins, de ne créer aucun déchet et de vendre des produits respectueux de nos ressources et de l'environnement. » Wal-Mart utilise des ampoules fluocompactes dans un bon nombre de ses magasins, ses chariots élévateurs sont alimentés par des piles à hydrogène, elle installe des portes devant ses groupes frigorifiques, elle remplace l'éclairage fluorescent par de l'éclairage électroluminescent et elle conserve l'énergie consommée par les camions de son parc quand leur moteur tourne au ralenti. La société Wal-Mart compte ainsi économiser des millions de dollars en jouant la carte de la durabilité.

D'autres entreprises ont également fait porter leurs efforts sur la durabilité et elles ont ainsi réduit leurs coûts. Selon D. Esty et A. Winston, le fabricant de puces AMD a modifié un processus de traitement par voie humide utilisé dans le nettoyage de plaquettes de silicose de manière à utiliser moins de produits chimiques et, paradoxalement, moins d'eau. Avec ce nouveau processus, la consommation d'eau est passée d'environ 70 litres par minute à moins de 24. Le fabricant de chaussures Timberland a modifié ses boîtes d'emballage de manière à diminuer de 15 % la quantité de matières utilisées – une économie considérable quand on considère qu'il expédie plus de 25 millions de paires de chaussures par an.

REGARD SUR L'AVENIR

La réduction des coûts et la préservation de l'environnement constituent deux gros avantages pour les entreprises qui se lancent dans la voie de la durabilité. Aux États-Unis, beaucoup de textes de loi relatifs à l'environnement sont en attente au Congrès. Entre-temps, les entreprises font preuve d'initiative et concentrent leurs efforts sur la durabilité. Et de leur côté, les consommateurs du monde entier exigent des produits respectueux de l'environnement.

Dans les années à venir, nous pouvons nous attendre à l'adoption de normes environnementales plus rigoureuses auxquelles toutes les entreprises devront se soumettre. L'avenir de la durabilité s'annonce bien verdoyant! ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Débat : Quel est le rôle du gouvernement ?

Comme l'illustrent clairement les autres articles de la présente revue, les entreprises américaines s'aventurent dans des procédés plus écologiquement durables pour toute une gamme de raisons. Dans de nombreux pays, toutefois, la réglementation est le moteur traditionnel de la dépollution de l'environnement. Quel rôle jouent donc les pouvoirs publics pour encourager l'écologisation des entreprises ?

Nous avons demandé à deux experts de nous donner leur opinion sur la question. Margo Thorning est première vice-présidente et économiste en chef à l'American Council for Capital Formation de Washington. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'université de Géorgie, et a occupé divers postes au ministère de l'énergie, au ministère du commerce et à la Commission fédérale du commerce des États-Unis. L'American Council for Capital Formation s'est fixé pour mission de promouvoir la croissance économique au moyen de politiques et de règlements fiscaux, commerciaux et environnementaux appropriés.

*Bob Willard est un spécialiste des questions relatives à la valeur commerciale des stratégies de durabilité des entreprises. Auteur de *The Sustainability Advantage* (L'avantage de la durabilité) et de *The Next Sustainability Wave* (La prochaine vague de durabilité), il est titulaire d'un doctorat de l'université de Toronto. Bob Willard puise dans l'expérience du développement des entreprises et des qualités de gestion qu'il a acquise durant ses 34 ans de carrière chez IBM Canada pour inviter les milieux d'affaires à saisir les possibilités et à éviter les risques associés aux questions de durabilité.*

Leur discussion porte essentiellement sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous aimerions connaître les réactions de nos lecteurs et lectrices en vue de les publier sur notre site. Nous vous prions à cet effet de bien vouloir nous envoyer un courriel adressé à eJournalUSA@state.gov, rédigé en anglais et d'une longueur de 200 mots au maximum. Nous vous prions aussi, dans la signature de vos remarques, d'indiquer votre pays.

L'influence du gouvernement dans la quête de la durabilité

Bob Willard

Selon le rapport de 2007 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, nous n'avons que quelques années pour stabiliser nos émissions de gaz à effet de serre avant que ne se manifestent des changements climatiques soudains et irréversibles. Selon l'évaluation des écosystèmes pour le millénaire, 60 % des 24 écosystèmes dont nous dépendons sont en cours de dégradation ou sont utilisés de manière non durable, et les autres sont en danger. Selon le Global Footprint Network, l'empreinte écologique

Stimuler les investissements verts en offrant une carotte au secteur privé ?

Margo Thorning

Réduire l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre (GES), l'un des grands défis environnementaux de notre temps, tout en stimulant la croissance économique est un double objectif d'une incontestable importance pour les décideurs politiques du monde entier. Aux États-Unis, le secteur privé est, dans son ensemble, acquis à l'idée que les entreprises doivent y mettre du leur pour ralentir l'accroissement des émissions de GES. En 2002, le gouvernement Bush a déclaré sa volonté de réduire l'intensité en GES (quantité



© AP Images/Bullit Marquez

Ces étudiants participent à un programme coordonné à l'échelle nationale de plantation d'arbres sur un tronçon de 3 000 km de l'autoroute Pan-Philippine. Ce programme était parrainé par le ministère de l'environnement et des ressources naturelles des Philippines.

de l'humanité dépasse déjà de 23 % la capacité de régénération de notre planète et elle ne fait que s'accroître. Selon le Rapport intitulé Avenir de l'environnement mondial (GEO-4) du Programme des Nations unies pour l'environnement, les grandes menaces qui pèsent sur notre planète, telles que les changements climatiques, le taux d'extinction des espèces et les difficultés que présente l'alimentation d'une population toujours plus nombreuse, restent sans parade et elles présentent toutes des risques pour l'humanité.

Les problèmes de durabilité sont sur le point de basculer dans l'irréversibilité. L'humanité est engagée dans une course dont l'enjeu est de sauver le milieu qui entretient les conditions de notre existence. Fort heureusement, les solutions sont connues et à la portée de nos capacités.

Si les solutions ne manquent pas, la volonté

d'énergie nécessaire pour produire un dollar du PIB) des États-Unis de 18 % entre 2002 et 2012, et le pays est en voie de dépasser cette cible.

L'accélération de la réduction des émissions de GES exigera toutefois un redoublement d'efforts de la part des secteurs industriels, des compagnies d'électricité, des ménages et du gouvernement. La mise en œuvre d'une stratégie qui réduit les coûts des investissements dans l'énergie propre, la recherche et le développement (R&D), et la gestion de la demande pourrait dégager des dividendes substantiels par une croissance accrue de l'économie et une réduction de l'intensité énergétique des États-Unis, sans effets négatifs sur les taux de croissance de l'économie ni sur l'emploi.

EFFET DES PROGRAMMES OBLIGATOIRES DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GES

De nombreuses propositions de loi optent pour une approche reposant sur le plafonnement et l'échange de crédits pour réduire les émissions, tandis que quelques-unes se prononcent en faveur de la taxation des émissions de gaz carbonique. Ces propositions, si elles devaient être adoptées, ralentiraient vraisemblablement la croissance du PIB et de l'emploi aux États-Unis. Comme il est noté dans un rapport du Congressional Budget Office de 2007 intitulé *Issues in Climate Change* (Problèmes liés aux changements climatiques) : « L'obtention de permis de dépassement, ou l'application de mesures de réduction des émissions pour éviter l'obligation de demander de tels permis, deviendrait un coût de la conduite des affaires pour les entreprises soumises à un plafonnement des émissions de CO₂. Toutefois, ces entreprises n'absorbent pas la plupart des coûts des permis mais les transmettraient à leurs clients (et aux clients de leurs clients) sous forme d'une hausse des prix. »

De nombreux experts considèrent que l'économie américaine est au bord de la récession (ou y a déjà basculé). Alors que les décideurs politiques s'emploient à revitaliser l'économie américaine en ces temps difficiles, il serait peut-être judicieux d'offrir certaines « carottes » pour aider les entreprises à réaliser des investissements verts dans



Michael Mobbs, consultant en immeubles de logements et de bureaux écologiques, photographié ici à Sydney (Australie) devant sa maison autonome en énergie, note que les règlements en vigueur sont un obstacle à l'expansion de l'architecture verte.

politique à long terme nous fait défaut. Nous devons renoncer aux pratiques non durables qui précipitent la survenue de cette situation d'urgence planétaire. Nous devons déclarer la guerre à la dégradation de l'environnement afin de galvaniser notre résolution collective. Nous devons parvenir au même niveau d'urgence et de mobilisation de ressources pour résoudre les crises climatiques, énergétiques et écologiques que celui auquel nous sommes parvenus dans la guerre contre le terrorisme. Les pouvoirs publics doivent prendre l'initiative de préparer la société pour la protéger des dangers de l'avenir.

Voici sept mesures audacieuses qui visent à relever les immenses défis environnementaux et

leurs actifs immobilisés et dans la R&D qui non seulement réduiraient la croissance des émissions de GES, mais qui accroîtraient aussi la productivité et la croissance économique.

RÔLE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DE LA TECHNOLOGIE DANS LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GES

Nombre de responsables politiques oublient l'impact positif que peuvent avoir les réductions des émissions de GES sur la croissance économique. En 2006, par exemple, année où l'économie américaine a enregistré une croissance de 3,3 %, les émissions de CO₂ ont diminué de 1,3 %. Dans l'ensemble, la consommation d'énergie n'a diminué que de 0,9 %, ce qui indique une réduction de l'intensité en GES de l'économie américaine même en l'absence d'un plafonnement des émissions.

Le développement et le déploiement de technologies constituent la façon la plus efficace de réduire les émissions de GES et une économie robuste tend à accélérer les apports d'investissement en capital. Il n'y a que deux façons de réduire les émissions de CO₂ provenant de la consommation de carburants fossiles : 1) réduire la consommation ou 2) développer des technologies plus efficaces pour capter les émissions ou pour trouver des produits de substitution à l'énergie fossile. On dispose d'une foule d'études économiques démontrant l'existence de relations entre la consommation énergétique et la croissance économique, ainsi que les effets négatifs de réductions de la consommation énergétique. Sur le long terme, ce sont les nouvelles technologies qui sont les plus prometteuses en vue de la réduction des taux d'émission et des taux de concentration atmosphérique des GES. Un régime fiscal plus favorable à la R&D constituerait un pas dans la bonne direction aux États-Unis où, par exemple, l'actuel crédit d'impôt pourrait être accordé de façon permanente, ce qui encouragerait la mise en œuvre de programmes à long terme susceptibles d'aboutir à des percées technologiques.

sociaux auxquels nous sommes confrontés.

1. Intégrer les questions de développement durable à tous les niveaux de l'enseignement –

Les pouvoirs publics, à tous les niveaux, doivent envisager leur politique d'enseignement, la formation des enseignants et le fonctionnement des établissements et des programmes scolaires dans la perspective de cette approche globale. Le but de la Décennie des Nations unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014) est d'intégrer les principes, les valeurs et les pratiques de ce type de développement à tous les aspects de l'éducation et de l'apprentissage de par le monde.

Les interventions orientées dans ce sens visent à produire chez les enfants et les adultes des changements de mentalité et à leur faire comprendre l'intérêt personnel que présente pour eux la durabilité, et à prendre conscience des dangers des changements climatiques et autres crises sociales et environnementales, ainsi que de la nécessité urgente d'agir. Une population informée confère à ses dirigeants un mandat en faveur du changement.

2. Remplacer le PIB par l'IPV –

L'indicateur de progrès véritable (IPV) qui, en sus du produit intérieur brut (PIB) et de ses données financières et économétriques, englobe des indicateurs de santé, de sécurité, d'intégrité de l'environnement et d'autres mesures du bien-être de la population, rend mieux compte du progrès national dans son ensemble. L'adoption par les pouvoirs publics d'un tel indicateur de la richesse authentique de la nation justifierait la prise en compte de valeurs autres que l'argent. Cette évaluation de l'empreinte écologique nationale sensibiliserait la population à la nécessité d'une action urgente en matière de changements climatiques.

3. Procéder à des reports fiscaux écologiques

– Notre système fiscal marche sur la tête : nous imposons ce qui est bon et nous encourageons ce qui est mauvais. Nous devrions au contraire taxer la pollution, les émissions de gaz carbonique et les déchets et encourager l'emploi, les produits renouvelables, la mise à niveau des équipements, la consommation responsable et l'efficacité énergétique. Des reports d'impôts, fiscalement

RÔLE DES PARTENARIATS INTERNATIONAUX

Des recherches menées par David Montgomery et Sugandha Tuladhar de CRA International démontrent que des accords tels que le Partenariat Asie-Pacifique sur le développement propre et le climat (AP6), accord conclu en 2005 par l'Inde, la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et les États-Unis, offrent une approche en matière de changements climatiques permettant de concilier les objectifs de la croissance économique et ceux de l'amélioration de l'environnement dans les pays en développement. Les partenaires de l'AP6 rassemblent 45 % de la population mondiale et émettent 50 % du CO₂ d'origine anthropique. Au vu des projections de la très forte croissance des émissions de GES dans les pays en développement au cours des 20 années à venir, il existe un immense potentiel de réduction des émissions par des mécanismes de transfert de technologie reposant sur le marché.

Montgomery et Tuladhar notent qu'il existe plusieurs facteurs essentiels qui assurent le succès d'un accord international fortement axé sur l'investissement du secteur privé. Leur recherche indique que les réformes institutionnelles sont d'une importance fondamentale pour l'AP6, du fait que l'absence de climat favorable aux investissements axés sur le marché est l'un des principaux obstacles à la réduction des émissions de GES en Chine, en Inde et dans d'autres pays d'Asie. La Chine et l'Inde ont toutes deux entrepris de mettre en place des mesures de libéralisation économique qui leur valent clairement de meilleurs taux de croissance économique. Mais le processus de réforme est lent et hésitant et il laisse subsister des obstacles institutionnels importants qui freinent le changement technologique, l'augmentation de la productivité et la réduction des émissions. La Banque mondiale et d'autres institutions ont mené de vastes recherches sur le rôle de mesures spécifiques dans l'instauration d'un climat favorable à l'investissement. Ces mesures comprennent notamment la lutte contre la corruption, l'allègement des formalités administratives, le respect de l'état de droit, la reconnaissance des droits de propriété intellectuelle, la réduction des

neutres au plan des recettes, pour les faire porter sur ce dont nous ne voulons pas, seraient de fortes incitations à la modification de certains comportements.

4. Éliminer les «subventions perverses»

– L'emploi des énergies de substitution est actuellement découragé par les subventions perverses accordées au secteur de l'énergie nucléaire et des hydrocarbures. Les pays industrialisés subventionnent le secteur des carburants fossiles à hauteur de plus de 200 milliards de dollars par an. En 2005, rien qu'aux États-Unis, ce secteur s'est ainsi vu octroyer un montant global situé entre 29 et 46 milliards de dollars. Ce sont là des subventions perverses en ce qu'elles financent un comportement destructeur de l'environnement. Les contribuables paient en fait deux fois : la première lorsque leurs impôts sont distribués en tant que subventions et la deuxième lorsqu'ils supportent les frais directs et indirects de l'assainissement de l'environnement et des soins de santé.

Les subventions devraient, tout comme les taxes écologiques, être réorientées du secteur des hydrocarbures et de l'énergie nucléaire vers des secteurs à technologie propre.

5. Imposer des plafonds ou des taxes sur les émissions de gaz carbonique – Un message clair au niveau du prix des émissions de gaz carbonique pourrait se traduire par une atténuation appréciable des changements climatiques dans tous les secteurs. D'après la plupart des évaluations, une hausse du prix des émissions de gaz carbonique, qui les situerait de 20 à 50 dollars par tonne d'équivalent de CO₂, appliquée pendant plusieurs décennies pourrait aboutir à une baisse substantielle des émissions de gaz à effet de serre de la production énergétique d'ici 2050 et rendre économiquement attractives de nombreuses options d'atténuation dans les secteurs de consommation de l'énergie. Les pouvoirs publics devraient donc plafonner les émissions de gaz carbonique au niveau de l'entreprise, en prévoyant des ventes aux enchères de permis, ou taxer les émissions de gaz carbonique.

L'Earth Atmospheric Trust (Fonds fiduciaire pour l'atmosphère terrestre) propose que les États plafonnent les émissions, vendent aux enchères des

interventions du gouvernement dans l'économie, l'élimination des distorsions des prix de l'énergie, la mise en place d'une infrastructure appropriée et l'éducation et la motivation de la main-d'œuvre.

IMPORTANCE DES TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE POUR LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS

Comme il a été noté ci-dessus, la technologie est d'une importance vitale, car les émissions par dollar de revenu sont bien plus élevées dans les pays en développement qu'aux États-Unis ou que dans les autres pays industrialisés. Ce fait constitue un défi mais il est aussi porteur de possibilités. Le défi provient de ce que c'est la forte intensité d'émission, et la réduction relativement lente ou nulle de l'intensité d'émission, qui est cause de la croissance rapide des émissions des pays en développement.

Cette situation présente des possibilités étant donné que les technologies d'utilisation de l'énergie des pays en développement s'accompagnent d'émissions bien plus élevées par dollar de produit que les technologies en usage aux États-Unis ; il en est ainsi des nouveaux investissements dans des pays tels que la Chine et l'Inde ainsi que dans leur base installée. Les technologies utilisées dans la base de production installée en Chine, par exemple, dégagent à peu près quatre fois plus d'émissions que celles utilisées aux États-Unis. L'intensité d'émission de la Chine s'améliore rapidement, mais ses nouveaux équipements ont encore une intensité d'émission du double de celle des nouveaux équipements des États-Unis.

STRATÉGIES DE PROMOTION DU CHANGEMENT INSTITUTIONNEL

Bien qu'il soit clair qu'il existe des relations entre les institutions, la croissance économique et les émissions de GES, il n'y a pas de formule générale applicable pour déterminer à quelles carences institutionnelles particulières sont dues les fortes émissions par unité de production dans un pays donné. Pour réaliser des progrès en matière de réforme institutionnelle, il faut au minimum que les principaux acteurs ou les principales parties concernées, à savoir les entreprises, les autres groupes influençant l'opinion et la



© AP Images/The Monroe Evening News, Bryan Bosch

Cette maison de Monroe (Michigan) s'est vu attribuer par l'EPA une cote cinq étoiles pour l'efficacité énergétique.

permis de pollution et distribuent les recettes à parts égales entre tous les habitants du globe pour réduire la pauvreté. De même, un rapport intitulé Option 13 propose une taxe mondiale sur les émissions de gaz carbonique. Ce sont là deux bonnes idées.

De plus, les pouvoirs publics devraient imposer un moratoire à la construction de centrales électriques à charbon et à l'expansion de l'exploitation des sables asphaltiques jusqu'à ce que les techniques de piégeage et de stockage du carbone aient fait leurs preuves.

6. *Donner l'exemple* – Le secteur public doit donner l'exemple par des achats qui accroissent la demande de produits « verts » auprès de fournisseurs « verts ». Les entités officielles doivent prendre l'initiative en n'achetant que du matériel conforme à de strictes normes d'efficacité énergétique, des véhicules évolués à propulsion électrique et hybride dotés de batteries plus puissantes et plus fiables, des produits de nettoyage respectueux de l'environnement, du papier homologué par le Forest Stewardship Council contenant 100 % de fibre recyclée, et autres produits et services non polluants. Tous les bâtiments de l'État devraient satisfaire aux normes de la catégorie Or du LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) ou mieux, ce qui permettrait aux pouvoirs publics de modifier les codes de construction et d'exiger l'application des mêmes normes aux bâtiments à usage résidentiel, commercial et industriel.

politique en Chine, en Inde et dans les autres pays en développement (notamment les instances gouvernementales locales et régionales) et le pouvoir central conviennent de la nature et de la portée des problèmes et des réformes requises pour résoudre ces derniers, et qu'ils définissent des mesures concrètes que les pouvoirs publics prendront pour mettre en œuvre des réformes institutionnelles.

Ainsi pourra-t-on, par exemple, accélérer les progrès de l'application de l'AP6 si les gouvernements de l'Australie, du Japon et des États-Unis financent des recherches sur le climat des investissements, le niveau de technologie des nouveaux équipements, le rôle de l'investissement étranger direct et les économies potentielles d'énergie qui résulteraient de transferts de technologies, et la nature et les effets des distorsions des prix sur l'offre et la demande d'énergie et sur les émissions de GES en Chine et en Inde. Un appui de l'État à la recherche pour déterminer les conséquences directes des réformes envisagées pour l'efficacité énergétique et les avantages d'un climat d'investissement reposant sur le marché pour le processus général de croissance économique aurait aussi son utilité.

POUR UN NOUVEAU CADRE INTERNATIONAL ENGLOBANT LES PRINCIPAUX ÉMETTEURS DE GES

Au Sommet du G-8 qui a eu lieu l'an dernier en Allemagne, les décideurs politiques ont convenu d'appliquer une série de mesures en vue de la réduction des émissions de GES. Reconnaisant que 85 % de celles-ci proviennent d'une quinzaine de pays, les dirigeants du G-8 ont décidé d'organiser une réunion à laquelle participeront les grands pays consommateurs d'énergie, pour adopter un nouveau cadre international d'ici la fin 2008. Ils ont résolu d'œuvrer en vue d'un objectif mondial à long terme de réduction des émissions de GES et d'accélérer le développement et l'application de technologies énergétiques propres. Ils ont également décidé de s'attacher à la réduction et à l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires aux biens et services environnementaux dans le contexte des négociations de Doha au sein de l'OMC. Ils ont aussi convenu de formuler et de mettre en œuvre

7. Réduire la pauvreté – Étant donné que nombre des problèmes liés au respect de l'environnement proviennent des efforts désespérés des populations pauvres des pays développés et en développement qui essaient de survivre ou d'améliorer leur sort, une action concertée des gouvernements du monde entier visant à améliorer les conditions de vie des groupes défavorisés pourrait améliorer aussi l'état de l'environnement.

EN RÉSUMÉ

Ces sept mesures énergiques sont guidées par une vision soigneusement formulée par le gouvernement pour améliorer la qualité de vie de tous les citoyens. La simple prévention de la pollution ne suffit pas: le progrès sur la voie de la durabilité exige une intégration systémique des facteurs environnementaux, sociaux et économiques dans tous les processus décisionnels à tous les niveaux de la société.

Les pouvoirs publics doivent appliquer un ensemble de politiques considérablement plus complet pour renforcer l'efficacité et la productivité, réduire l'utilisation des ressources, prévenir la pollution et mobiliser la population. Ils ont un rôle important à jouer et doivent veiller à ce que les forces du marché envoient des signaux qui encouragent les comportements durables de la part des entreprises, des institutions et des particuliers, et qui sanctionnent les comportements non durables.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

des programmes nationaux d'efficacité énergétique et de promouvoir la coopération internationale dans ce domaine, ainsi que de déployer des efforts conjoints dans certains secteurs clés tels que la foresterie durable, la production énergétique, les transports, l'industrie et le bâtiment. Enfin, ils ont également convenu de renforcer la coopération avec les pays en développement dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques.

CONCLUSION

Pour être efficaces, les politiques de réduction de la croissance mondiale des émissions de GES doivent associer les pays développés et les pays en développement. Les politiques qui appuient le développement technologique et les transferts de technologies seront, selon toute vraisemblance, plus largement acceptées que celles qui exigent de fortes réductions de la consommation d'énergie par habitant à brève échéance. L'expansion du Partenariat Asie-Pacifique sur le développement propre et le climat pour y inclure d'autres grands émetteurs de GES permettra aux pays développés de faire porter leurs efforts là où ils seront les plus efficaces en termes de réduction des émissions à moindre coût.

Enfin, si les États-Unis adoptent un programme de réduction obligatoire des émissions de GES, il conviendrait d'envisager sérieusement l'application d'une taxe sur les émissions de carbone, de préférence à un système de plafonnement et de crédits négociables du type de celui de l'Union européenne. Une caractéristique clé de tout programme obligatoire devrait être d'autoriser une augmentation des émissions en parallèle à la croissance économique et démographique des États-Unis.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Bibliographie (en anglais)

DesJardins, Joseph R. *Business, Ethics, and the Environment: Imagining a Sustainable Future*. Upper Saddle River, NJ: Pearson Prentice Hall, 2006.

Dumaine, Brian. *The Plot to Save the Planet: How Serious Money, Visionary Entrepreneurs, and Corporate Titans Are Creating Real Solutions*. New York: Crown Business, 2008.

Ellin, Abby. "M.B.A.'s With Three Bottom Lines: People, Planet, and Profit." *The New York Times* (8 January 2006): p. A22.

Engardo, Pete. "Beyond the Green Corporations." *Business Week*, issue 4019 (29 January 2007): pp. 50-64.

Epstein, Marc J. *Making Sustainability Work: Best Practices in Managing and Measuring Corporate Social, Environmental, and Economic Impacts*. Sheffield, UK: Greenleaf Publishing; San Francisco, CA: Berrett-Koehler Publishers, 2008.

Esty, Daniel, and Andrew Winston. *Green to Gold: How Smart Companies Use Environmental Strategy to Innovate, Create Value, and Build Competitive Advantage*. New Haven, CT: Yale University Press, 2006.

Gibson, Kevin, ed. *Business Ethics: People, Profits, and the Planet*. Boston: McGraw-Hill, 2005.

Gunther, Marc. "Green Is Good: The Companies." *Fortune*, vol. 155, no. 6 (2 April 2007): pp. 42-72

Harvard Business Review on Green Business Strategy. Boston: Harvard Business School Press, 2007.

Pernick, Ron, and Clint Wilder. *The Clean Tech Revolution*. New York: HarperCollins, 2007.

Prahalad, C.K. *The Fortune at the Bottom of the Pyramid*. Upper Saddle River, NJ: Wharton School Publishing, 2006.

Savitz, Andrew W., and Karl Weber. *The Triple Bottom Line: How Today's Best-Run Companies Are Achieving Economic, Social, and Environmental Success — and How You Can Too*. San Francisco, CA: Jossey-Bass, 2006.

Le département d'État américain décline toute responsabilité quant au contenu et à la disponibilité de la documentation indiquée ci-dessus.

Sites Internet (en anglais)

American Council for an Energy-Efficient Economy

A nonprofit organization dedicated to advancing energy efficiency as a means of promoting economic prosperity and environmental protection.

<http://www.aceee.org/>

Clean Edge

Helps companies, investors, and governments understand and profit from clean technologies.

<http://www.cleandedge.com/>

CFO.com — Corporations and the Environment

A special issue of the online journal *CFO.com* with articles on sustainability and green buildings.

<http://www.cfo.com/guides/guide.cfm/3214842?f=insidecfo>

Eco-Patent Commons

An initiative of the World Business Council for Sustainable Development to create a collection of patents on technology that protects the environment.

<http://www.wbcsd.org/templates/TemplateWBCSD5/layout.asp?type=p&MenuId=MTQ3NQ&doOpen=1&ClickMenu=LefiMenu>

GreenBiz.com

An information clearinghouse on sustainable business practices.

<http://www.greenbiz.com/>

GreenBiz.com — State of Green Business 2008

A report on the quest of corporations and businesses to become greener and more environmentally responsible. The GreenBiz Index, a set of 20 indicators of progress, tracks the resource use, emissions, and business practices of U.S. companies.

<http://www.stateofgreenbusiness.com/>

GreenBiz Leaders

Provides examples of how companies of all sizes and sectors align environmental responsibility with business success.

<http://www.greenbizleaders.com/>

Green Energy

News stories from the *San Jose Mercury News* about companies that are exploring new green technologies.

<http://www.mercurynews.com/greenenergy>

Green Power Partnership

A program of the U.S. Environmental Protection Agency that provides information to companies about consuming energy from green sources to help reduce the environmental impacts of electricity use and support the development of renewable-generation capacity.

<http://www.epa.gov/greenpower/toplists/fortune500.htm>

MSNBC — Going Green

A collection of online articles about green technologies and their use.

<http://www.msnbc.msn.com/id/17950339/>

The Source for Renewable Energy

An online buyer's guide and business directory to more than 12,000 renewable energy businesses and organizations worldwide.

<http://energy.sourceguides.com/index.shtml>

U.S. Business Council for Sustainable Development

A nonprofit association of businesses whose purpose is to deliver collaborative projects that help its members and partners demonstrate leadership in the United States on sustainable development and realize business value.

<http://www.usbcd.org/>

U.S. Green Building Council

A nonprofit corporation dedicated to sustainable building design and construction.

<http://www.usgbc.org/>

World Business Council for Sustainable Development

A CEO-led global association of some 200 companies dealing with business and sustainable development.

<http://www.wbcsd.org/>

Lectures en ligne

Borden, Mark, Jeff Chu, Charles Fishman, Michael A Prospero, and Danielle Sacks. “50 Ways To Green Your Business.” *Fast Company* (November 2007). Discusses options for cleaning up business.
<http://www.fastcompany.com/magazine/120/50-ways-to-green-your-business.html>

Coal-Based Generation Stakeholders Group. “A Vision for Achieving Ultra-Low Emissions From Coal-Fueled Electric Generation” (January 2005).
The coal industry and its customers: how they plan to meet America’s energy and environmental needs by cleaning up their acts.
www.nma.org/pdf/coal_vision.pdf

Hymowitz, Carol, moderator. “Corporate Social Concerns: Are They Good Citizenship, Or a Rip-Off for Investors?” *The Wall Street Journal Online* (6 December 2005).
Dialogue about corporations’ environmental responsibility — includes Benjamin Heineman Jr., then senior vice president of General Electric; Ilyse Hogue, director of the Rainforest Action Network’s Global Finance Campaign; and Fred Smith Jr., president and founder of the Competitive Enterprise Institute.
http://online.wsj.com/public/article/SB113355105439712626.html?mod=todays_free_feature

“The McKinsey Global Survey of Business Executives: Business and Society.” *The McKinsey Quarterly* (January 2006).
Report on a poll that found overwhelming acceptance by businesses of responsibility for more than making profits.
www.mckinseyquarterly.com/article_page.aspx?L2=39&L3=29&ar=1741&pagenum=1

National Public Radio — How Environmentalists Shaped TXU Deal

An interview with Fred Krupp, president of Environmental Defense, about winning environmental commitments from suitors of a Texas electric utility.
<http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=7615616>

Social Investment Forum. “2005 Report on Socially Responsible Investing Trends in the United States” (24 January 2006).

A biennial report that surveys investors who care about more than the bottom line.
www.socialinvest.org/pdf/research/Trends/2005%20Trends%20Report.pdf

U.S. Climate Action Partnership — A Call for Action

Recommendations from the U.S. Climate Action Partnership, a coalition of major corporations and environmental groups working for national legislation in the United States to slow, stop, and reverse the growth of greenhouse gas.
<http://www.us-cap.org/ClimateReport.pdf>

Filmographie

Green: The New Red, White and Blue

<http://www.imdb.com/title/tt1024204/>

Director: David Hickman

Running time: 90 minutes

Synopsis: *New York Times* columnist Thomas L. Friedman looks at various “green” technologies being adopted by American businesses to reduce the output of the greenhouse gas carbon dioxide and ultimately to reduce global warming and ensure political stability throughout the world.

Green Is the Color of Money

<http://www.imdb.com/title/tt1054598/>

Director: Ben Shedd

Running time: 33 minutes

Synopsis: Widescreen documentary about designing and building one of the world’s most energy-efficient, high-performance buildings, the Banner Bank Building in Boise, Idaho. Built for standard costs using standard parts put together in an integrated way, this 11-story building shows that building green is good business and good for the environment.

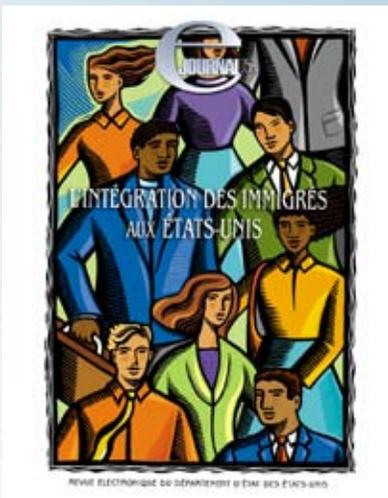
Le département d’État américain décline toute responsabilité quant au contenu et à la disponibilité des sites indiqués ci-dessus. Tous les liens Internet étaient actifs en mars 2008.



America.gov
Telling America's Story

Nouveau site de eJOURNALUSA

<http://www.america.gov>



**UNE REVUE
MENSUELLE
PROPOSÉE
DANS
DIFFÉRENTES
LANGUES**

